

**MINISTERE DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES**

**DIRECTION GENERALE DES
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

RAPPORT RESULTATS 2017

PROJET D'APPUI AUX INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES- MLI0903411



*Ecole à Moribabougou, projet financé sur les droits de tirage de 2017
(antenne régionale de Koulikoro)*

ACRONYMES.....	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	4
1.1 FICHE D'INTERVENTION	4
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	5
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	5
1.3.1 <i>Pertinence</i>	5
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	6
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	6
1.4 CONCLUSIONS	7
2 MONITORING DES RESULTATS	8
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	9
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	10
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	10
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	11
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	13
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	13
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	14
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.5 THEMES TRANSVERSAUX.....	19
2.5.1 <i>Genre</i>	19
2.5.2 <i>Environnement</i>	19
2.6 GESTION DES RISQUES	20
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	21
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES	21
3.2 RECOMMANDATIONS.....	21
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	22
4 ANNEXES.....	23
4.1 CRITERES DE QUALITE.....	23
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	27
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	28
4.4 APERÇU DES MoRE RESULTS	29
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	30
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	31
4.7 LISTE DES PROJETS FINANCES SUR LE RESULTAT 2.1 EN 2016.....	32

Acronymes

ACCM	Association des Collectivités Cercle du Mali
ADR	Agence de Développement Régional
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APL	Associations des Pouvoirs Locaux (ACCM-AMM-ARM)
ARM	Association des Régions du Mali
ARMPDS	Autorité de régulation des marchés et des délégations de service publics
CADD	Cellule d'Appui à la décentralisation et à la déconcentration
Csref	Centre de Santé de référence
CT	Collectivités territoriales
DANIDA	Agence Danoise de Développement
DCPND	Document Cadre de la Politique de Décentralisation
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DIN	Dotation aux investissements
DTF	Document Technique et Financier
ENABEL	Agence Belge de Développement (ex CTB)
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
MAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MDR	Ministère du Développement Rural
MDFL	Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale
M&E	Monitoring et évaluation
MO	Maitrise d'Ouvrage
MP	Indicateur de type « marqueur de progrès »
PADK II	Projet d'Appui à la décentralisation de Koulikoro (2)
PADRE-GIZ	Programme d'Appui à la décentralisation et à la réforme de l'Etat
PAICT	Projet d'Appui aux Investissements des Collectivités Territoriales
PAI-MAT	Projet d'appui Institutionnel au Ministère de l'Administration Territoriale
PAI MEP	Projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Elevage et de la Pêche
PRODEZEM	Projet de développement du Zébu Maure
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STD	Services Techniques Déconcentrés

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Appui aux investissements des Collectivités Territoriales
Code de l'intervention	MLI 09 03411
Localisation	MALI
Budget total	7.170.000 €
Institution partenaire	Direction Générale des Collectivités Territoriales auprès du Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat
Date de début de la Convention spécifique	06/11/2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Le 01/04/2015 – le 10/11/2015
Date prévue de fin d'exécution	30/03/2019
Date de fin de la Convention spécifique	05/11/2020
Groupes cibles	Les bénéficiaires directs de l'intervention sont les structures du MDRE et du MAT chargées de l'appui-conseil et du contrôle des collectivités territoriales (DGCT et Inspection de l'Intérieur), l'ANICT et les collectivités territoriales
Impact	La consolidation du processus de décentralisation et de la bonne gouvernance a contribué au développement socio-économique durable des populations du Mali
Outcome	Les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maîtrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations
Outputs	Les ressources financières des collectivités territoriales augmentent et deviennent plus prévisibles Les capacités des acteurs et des systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux
Année couverte par le rapport	2017

1.2 Exécution budgétaire

	Budget (€)	Dépenses (€) FCFA		Solde (€)	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	7.170.000 4.703.211.690	5.474.596 3.591.099.922	524.659 344.153.743	1.170.745 767.958.377	83 %
Output 1	4.830.000 3.168.272.310	4.715.000 3.092.837.255	0 0	115.000 75.435.055	97,6 %
Output 2	1.295.000 849.464.315	334.950 219.714.765	296.992 194.813.981	663.054 434.934.912	49 %
Moyens Généraux	1.034.500 678.587.516	424.640	227.657 149.333.202	382.199 250.706.109	61%

Pour l'output 1 : le décaissement de la seconde tranche des frais d'agence a connu un important retard suite à une remise tardive des rapports. Pour l'output 2 : Les décaissements ont concerné principalement toutes les activités. Plusieurs gros dossiers de passation de marchés ont été attribués tardivement, les activités sont en cours mais n'ont pas encore fait l'objet de paiements. Les engagements au titre de cet output sont à hauteur de 180.000 euros.

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La relecture du DTF en 2015-2016 a permis d'ajuster l'intervention pour l'adapter aux besoins actualisés des partenaires, tout en restant aligné avec les politiques et stratégies nationales. La maîtrise d'ouvrage reste au cœur des défis à relever pour améliorer l'efficacité des financements des investissements, la qualité des ouvrages et, au final, la satisfaction des besoins des populations. En renforçant son partenariat avec les principaux acteurs nationaux chargés d'accompagner cette maîtrise d'ouvrage, comme la DGCT, l'ARMPDS, le CFCT et la DGCT, le projet a pu améliorer encore la pertinence de ses objectifs et de ses activités. Ce fort portage du projet par ses partenaires, qui font le choix des activités à réaliser, assure la pertinence et l'inscription des activités dans les réformes en cours dans le secteur de la décentralisation.

Le développement d'activités conjointes avec trois agences de développement régional contribue également à renforcer la pertinence des actions entreprises en s'inscrivant dans une démarche de recherche-action qui colle aux besoins des acteurs de terrain. L'accent a été mis en 2017 sur la démarche de renforcement de capacités autour de l'accompagnement de terrain et l'inclusion d'un public-cible plus nombreux ce qui constitue le principal défi à relever pour l'amélioration de la gouvernance de la maîtrise d'ouvrage dans les collectivités territoriales.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

Le recentrage des activités relatives au renforcement de capacités autour de quelques grandes actions prioritaires a permis d'augmenter en efficacité en consolidant la cohérence des activités, et la synergie entre les acteurs. Fin 2017 des effets sont constatés sur plusieurs thématiques comme le contrôle externe des investissements, le transfert des infrastructures et la gestion déléguée ou en mode décentralisé. Le projet bénéficie d'un fort portage par la DGCT et de l'implication importante du CFCT, de l'Inspection de l'Intérieur et de partenaires politiques (les APL) sectoriels (les CADD) de terrain (les ADR) et techniques (l'ARMPD). Le Projet a pu ainsi contribuer au renforcement des systèmes et des acteurs chargés du suivi-évaluation et de la formation tout en ayant un effet sur le terrain : par exemple, le travail effectué sur les outils de délégation de gestion s'est concrétisé sur le terrain par une formation conjointe des collectivités territoriales et des opérateurs privés avec une initiative commune des CADD sectorielles, du CFCT et des ADR.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	A

La modestie de l'équipe constituée, l'instauration d'un partenariat étroit avec la DGCT et les autres structures directement impliquées dans les activités ont facilité l'installation d'un mode de fonctionnement productif et économe en moyens. La mutualisation des moyens administratifs avec le PAIR puis avec le projet PAPHA a permis d'optimiser la logistique et la gestion administrative et financière.

La démarche consultative, suivi d'appui-conseil participative de la rédaction des TDR jusqu'à la rédaction des rapports finaux assure une bonne exécution des démarches d'appui malgré les faiblesses fréquentes des prestataires recrutés. L'allocation des moyens est utilisée aussi comme outil pédagogique pour encourager les acteurs efficaces. La gestion des risques reste passive car les facteurs d'influence sont hors de portée de l'intervention et consiste surtout à adapter la programmation et les publics cibles des activités.

Toutefois un retard d'exécution est constaté en 2017 dans le résultat 2 par rapport aux prévisions, qui peut être imputé pour l'essentiel au retard de livraison de prestations extérieures (problème de qualité des livrables) ainsi qu'à des délais dans le lancement d'appel d'offres et d'attribution de marchés. Les principales activités prévues sont cependant engagées et en cours de réalisation fin 2017.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	A

La démarche du projet vient conforter en 2017 une dynamique de changement au sein de plusieurs partenaires, portant sur la mesure de performances en maîtrise d'ouvrage et le contrôle des investissements, sur la consolidation du système de suivi évaluation, et sur la nécessité d'élargir la démarche de formation pour toucher d'autres acteurs.

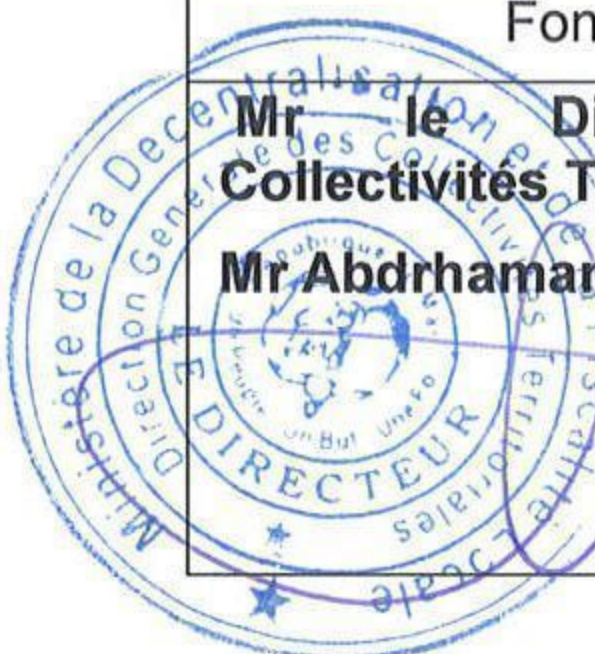
La durabilité des résultats de toutes les activités appuyées réside dans le fait qu'elles sont conçues et portées par les acteurs nationaux appuyés par la DGCT pour répondre à leurs préoccupations. Les outils et documents produits sont insérés dans des actions plus larges de formation, de sensibilisation qui assurent une réelle utilisation par les acteurs de terrain (comme les ADR). Les études s'inscrivent dans un travail de réflexion et d'approfondissement des réformes à conduire et sont donc des outils d'aide à la décision, comme par exemple l'étude de faisabilité sur un financement adossé sur les

performances, qui vient rejoindre les réformes en cours dans la gestion des dépenses publiques autour de la GAR. La durabilité des actions de contrôle et de suivi des investissements, l'évaluation de performances et le renforcement de capacités reste liée à un investissement continu de l'Etat en augmentant les budgets consacrés aux structures qui portent ces thèmes.

1.4 Conclusions

Les points suivants résument les conclusions de l'équipe du projet pour la période de rapportage :

- Le projet a pu soutenir des dynamiques de changement portées par l'Inspection de l'Intérieur, la Direction Générale des Collectivités Territoriales et le Centre de Formation des Collectivités Territoriales, allant dans le sens d'un accompagnement et d'un contrôle renforcé auprès des collectivités territoriales pour améliorer leurs performances en maîtrise d'ouvrage. Des partenariats efficaces se sont constitués autour des grandes thématiques sur lesquelles intervient le projet pour conduire à bien les activités prévues en 2017.
- La contribution financière de Enabel aux investissements des CT a été entièrement mobilisée et la quasi-totalité des projets sont achevés.
- L'ancrage des activités du projet dans les programmations des structures partenaires s'est renforcé et la dynamique de partenariat a fortement progressé.

Fonctionnaire DGCT	Fonctionnaire exécution Enabel
 Mr le Directeur Général des Collectivités Territoriales Mr Abdrhamane CISSE 	Gestionnaire de l'Intervention Sylvie Gallot, Assistant Technique International Enabel  

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation se poursuit notamment en ce qui concerne l'approfondissement de la décentralisation.

Les autorités intérimaires sont installées dans les régions du Nord du pays et ont commencé à fonctionner. Les nouvelles équipes communales ont été installées en décembre 2016. Les élections des conseils de cercle et des assemblées régionales ont été reportées à plusieurs reprises et sont désormais programmées pour 2018.

En 2017, 6 contrats-Plans Etat-région¹ sont en cours d'exécution, et 2² en cours de finalisation. Les Conseils régionaux qui en sont les maîtres d'ouvrage sont appuyés par les Agences de Développement Régional qui sont devenues fonctionnelles.

Le Gouvernement s'engage effectivement dans le transfert accéléré de compétences et ressources. Le Plan Gouvernemental de transferts a été élaboré et validé en 2016, qui matérialise et encadre ce processus. Les derniers secteurs ont procédé à la promulgation des décrets nécessaires.

Le transfert de compétences et de ressources progresse à un rythme encore insuffisant pour atteindre les objectifs fixés. Les décrets de transferts de compétences et de ressources sont pris pour 15 secteurs fin 2017. Le transfert de ressources financières était effectivement de 18,3% en 2017 (cible 24%) et les prévisions sont en dessous de 20% dans la Loi de finances 2018 alors que l'objectif fixé était de 30% en 2018. Le transfert des infrastructures progresse également, notamment pour la région de Sikasso. Ces transferts se font surtout par secteurs et dépendent fortement des appuis qui peuvent être mobilisés pour procéder aux inventaires préalables. Le transfert des ressources humaines a fait l'objet d'une étude puis d'un plan de transfert, lequel sera mis en application en 2018.

Le contexte général reste marqué par une insécurité sur le terrain qui affecte de nombreuses régions et a des incidences sur les possibilités de déplacements et de contrôles sur le terrain.

2.1.2 Contexte institutionnel

Un remaniement ministériel est intervenu en avril 2017, séparant le ministère en deux ministères, dont l'un est en charge de département de l'Administration Territoriale et l'autre de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale. Les structures partenaires du projet sont rattachées au MDPL, sauf l'Inspection de l'Intérieur qui est rattachée au MAT et pour emploi au MDPL. Fin décembre 2017 un autre remaniement ministériel est entériné, le secteur de la décentralisation est réparti entre un Ministère des Collectivités Territoriales (auquel sont rattachés la majorité des partenaires du projet), un Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, et un Ministère du Développement Local (auquel sont rattachées les ADR)

Le cadre juridique de la décentralisation a été modifié avec la relecture des lois de la libre administration des CT et du code des CT, adoptées en octobre 2017.

La Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales a été créée en 2016, s'est effectivement installée en 2017. A titre provisoire l'Etat s'est engagé à financer le personnel administratif de la fonction publique des collectivités territoriales pour une durée de trois ans, sur la base du recensement effectué par la DGCT et la DNFPCT, ceci afin de régulariser la situation créée par des retards de salaire importants

L'ANICT s'est engagée dans une profonde réorganisation, suite à l'audit organisationnel du FNACT, pour mettre en œuvre le scénario retenu qui est d'approfondir la régionalisation. Cette réorganisation s'articule autour de la création de directions régionales et de la mise en place d'enveloppes régionales

¹ Mopti, Tombouctou, Ségou Sikasso et Kidal approuvés en 2016 et Gao en 2017

² Kayes et Koulikoro

du FNACT. Les mesures nécessaires à cette restructuration sont en cours de préparation avec au final une révision complète du manuel de procédures. Concernant les procédures des marchés publics, les modifications nécessaires à la mise en conformité avec les règles de l'UEMOA ont été achevées en 2016. L'ARMP a élaboré et diffusé en 2017 un recueil et manuel destiné aux collectivités territoriales en l'accompagnant de formations destinées aux services financiers et aux collectivités territoriales.

Un plan d'amélioration des finances publiques des collectivités territoriales a été élaboré en 2017 (en attente de validation finale) et constitue un cadre harmonisé pour rationaliser et améliorer l'efficacité du circuit des dépenses des CT.

L'accompagnement de la décentralisation s'est vu doté de moyens supplémentaires en 2017 avec une hausse significative du budget de fonctionnement de la DGCT (+100%) et de l'Inspection de l'Intérieur³, entre autres, qui leur a permis d'augmenter notamment leurs activités et présence sur le terrain pour accompagner et renforcer le processus de décentralisation.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le résultat 1 est régi par les modalités d'exécution nationale du FNACT. Les procédures de mobilisation sont définies par le manuel de procédures de l'ANICT. L'exécution des projets financés sur la contribution belge aux droits de tirage a été affectée par un important décalage dans le temps suite à la notification tardive des droits de tirage (janvier 2016). Les projets d'investissement ont effectivement démarré à partir de septembre 2016. Cette situation a nécessité une extension de la période d'exécution de l'accord de financement afin que les collectivités territoriales puissent achever les ouvrages en respectant les règles de l'art.

Le résultat 2 est exécuté en régie belge, d'où la forte réactivité. Les activités du PAICT concernant plusieurs institutions, le portage technique est assuré par l'institution bénéficiaire (comme les différents partenaires du projet ou les différentes sous-directions de la DGCT), en coordination étroite avec la DGCT. Ce mode d'exécution a été performant. Les aspects logistiques (personnel administratif et financier, locaux et frais de fonctionnement du bureau) ont été mutualisés avec le projet PAIR jusqu'en septembre 2017 puis avec le projet PAFHa à partir d'octobre 2018. Ces deux projets sont exécutés par Enabel sur financement Union Européenne.

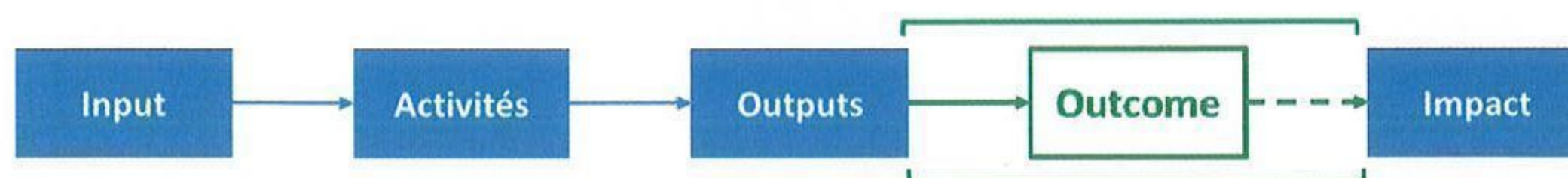
2.1.4 Contexte HARMO

Le projet PAICT s'insère dans le plan d'action du document cadre de la politique nationale de décentralisation. Les actions du projet sont incluses dans les plans d'action annuels des différentes institutions et concernent pour la plupart un processus de changement pour étoffer leurs capacités d'intervention. C'est le cas notamment de l'Inspection de l'Intérieur dans son rôle de maître d'œuvre du Plan d'action issu des recommandations du contrôle externe.

Le travail par thématique permet de développer des complémentarités avec d'autres projets qui appuient les mêmes partenaires, principalement par le biais de co-financement des activités avec une répartition des tâches et responsabilités. Ceci est le cas notamment des activités conduites avec la DGCT pour la révision du guide d'élaboration des PDSEC et pour la redynamisation de la base OISE.

³ de 6.000.000 en 2016 à 50.000.000 en 2017 et 75.000.000 prévus pour 2018

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maîtrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations.						
Indicateur cf note ci-dessous	Valeur de la Baseline 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Valeur cible 2017	Cible finale 2018
Evolution des ressources du FNACT	43,73	34,39 -21%	38.2- 12%	50,315	50,61 (+5% par an à partir de 2014)	53,14
% de CT respectant les procédures de passation de marché	44%	48%	-	5%	52%	60%
% de procédures des CT respectant les modalités de paiement des dépenses publiques	54%	56%	-	70%	60%	70%

Les ressources du FNACT repartent fortement à la hausse (+ 58 % par rapport à 2016) ce qui permet d'atteindre la valeur cible prévue pour 2017, malgré la diminution forte entre 2015 et 2016. **Ceci est dû à l'augmentation notable des ressources provenant des partenaires techniques et financiers, et notamment le doublement de l'Appui Budgétaire Général (qui passe à 11 milliards de CFA) et les apports de nouveaux partenaires comme DANIDA et Lux Dev. Les ressources financières provenant du budget national sont en diminution (-23 % par rapport aux ressources de 2016, soit 9.370.917.285 CFA en 2017).** Le budget national finance à hauteur de 28 % la Dotation aux investissements dont 22% sont consacrés au financement des Contrats-Plan-Etat-régions.

Le renforcement des contrôles des performances des CT, tant en couverture qu'en rigueur, a pour effet une appréciation à la baisse des performances des CT sur la maîtrise d'ouvrage. En effet, parmi les CT inspectées en utilisant la grille d'évaluation de l'Inspection de l'Intérieur, presque aucune ne satisfait correctement aux règles de passation de marchés. La situation est plus favorable en ce qui concerne le respect des procédures d'exécution des dépenses publiques. La modification récente de la réglementation, qui est encore mal connue, contribue à cet effet qui apparaît régressif. En réalité la situation ne se détériore pas récemment.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

L'outcome comprend deux grandes dimensions : l'augmentation des capacités d'investissement et des capacités de mise en œuvre (maîtrise d'ouvrage).

1. Le financement PAICT aux DT 2017 est très faible (77.000 euros environ) et ne contribue pas significativement à ce résultat.

Les fonds d'investissements avec un ciblage sectoriel ne représentent plus que 8% de la DIN. Le ciblage géographique représente 39 % de la DIN (les programmes AFD des régions du Nord, de Ségou et Mopti, les CPER-DB, projet Luxdev). Les fonds non ciblés de la DIN-DIC (donc hors CPER et Fonds DER) s'élèvent à 12,534 milliards CFA soit 52% du total de cette dotation.

L'appui budgétaire général est pour moitié affecté à la dotation au fonctionnement et représente 71 % du financement de cette dotation.

2. Le résultat 2 concernant le renforcement de capacités des systèmes et acteurs nationaux vise à augmenter la capacité de mise en œuvre des investissements des CT. Améliorer la qualité de la maîtrise d'ouvrage nécessite un investissement de longue durée auquel contribuent les réformes en cours (transferts de ressources humaines et financières, installation des ADR, augmentation des contrôles, attention aux performances et résultats, nouvelle stratégie de renforcement de capacités).
3. Allant dans ce sens et après près deux années d'activité, les avancées suivantes sont constatées avec l'appui du projet :
 - L'amélioration du dispositif de contrôle externe des investissements s'est poursuivie, conduite par l'Inspection de l'Intérieur avec l'appui de plusieurs partenaires dont le PAICT ;
 - Le renforcement de capacités sur la délégation de gestion s'est poursuivi jusqu'à niveau des formations de terrain ;
 - Une meilleure utilisation de la digitalisation est en cours d'installation, tant pour le suivi-évaluation que pour le conseil à la maîtrise d'ouvrage ;
 - Une nouvelle approche est développée par le CFCT et ses partenaires sur le renforcement de capacités afin de mieux tenir compte des caractéristiques des publics cibles (niveau d'éducation, rôles et positionnements différenciés, conditions d'accès aux contenus et de compréhension des outils). ;
 - Une contribution renforcée au transfert des infrastructures et à l'amélioration de la gestion des équipements ;
 - La contribution à la réflexion sur la restructuration du dispositif de financement des investissements et notamment le lien avec la gestion axée sur les résultats et la prise en compte des performances.

Le processus de changement visé n'est pas à l'œuvre sur le renforcement des capacités financières. Le projet n'a pas de prise sur les facteurs d'influence décisifs sur l'augmentation quantitative des ressources financières et sur leur prévisibilité.

Concernant le processus de changement au sein des partenaires du projet :

- L'Inspection de l'Intérieur a progressé dans son redéploiement sur le terrain et a modernisé ses pratiques se dotant d'un outil performant de contrôle des investissements.
- Le mode de fonctionnement très collaboratif autour des activités du projet concernant le renforcement de capacités a permis aux structures partenaires de renforcer leurs interactions sur l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage.

Les principales difficultés relevées concernent :

- Le contexte institutionnel de la décentralisation qui est en évolution rapide et qui nécessite une grande vigilance pour adapter le matériel et les outils utilisés.
- L'amélioration des pratiques de la maîtrise d'ouvrage sur le terrain qui nécessite un investissement sur une longue durée, un accompagnement de proximité et la volonté politique d'introduire plus de pressions pour redresser ou sanctionner les dysfonctionnements constatés tant au niveau des collectivités territoriales que des services financiers de l'Etat.

2.2.3 Impact potentiel

L'impact attendu est ambitieux et concerne l'amélioration de la condition socio-économique des populations. Il existe un fort décalage dans le temps entre les résultats qui peuvent être obtenus à travers l'approfondissement de la décentralisation afin que les CT délivrent des services améliorés à leurs citoyens. Les investissements réalisés dans le cadre du projet portent surtout sur le secteur éducation et peuvent avoir un impact direct sur le taux de scolarisation, quoique faible au regard des montants mobilisés par rapport aux besoins. La progression des indicateurs Santé et Education dépend de nombreux facteurs parmi lesquels l'investissement (infrastructures et équipement) n'est pas le seul déterminant. Quant au respect des procédures par les CT, de nombreux facteurs, y compris d'ordre sociologique sont en jeu. Un changement notable des pratiques ne peut être obtenu qu'à long terme. Le projet y contribue en renforçant les dispositifs de contrôle et d'accompagnement à

la maîtrise d'ouvrage.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les ressources financières des collectivités territoriales augmentent et deviennent plus prévisibles.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2014	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible année 2017	Cible finale 2018
Nombre annuel de projets financés par les CT	1302	1270	nd ⁴		1890	2000

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Appui financier à la dotation d'investissement du FNACT	X			
2 Appui au fonctionnement de l'ANICT				X

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le PAICT a des capacités d'intervention et d'influence limitées pour une augmentation durable des ressources d'investissement et une amélioration de la prévisibilité de ces financements. En effet, la contribution au FNACT ne s'inscrit pas dans la durée puisqu'il s'agit d'un seul versement affecté aux droits de tirage 2015. L'Etat s'est engagé à augmenter les transferts du Budget National en faveur des CT. Cet engagement s'est concrétisé en 2016, puis en 2017 par une nette progression des ressources du budget national affecté au FNACT et notamment à la dotation aux investissements.

La contribution Belge à la DIN du FNACT a été incluse dans les droits de tirage dès mars 2015. Ceux-ci ont été en janvier 2016 avec le délai de mobilisation fixé au 31 juillet 2016. A cette date, 479 projets ont été approuvés. Au 15/12/2017, 422 projets sont livrés. 57 projets sont en cours dont 21 réalisés à hauteur de 80%, 20 à hauteur de 45% et 16 projets de fourniture sont en attente de livraison. Pour ces derniers projets il s'agit de fournitures liées aux infrastructures qui sont encore en travaux. Le taux d'achèvement des projets est de 88%. Les projets à financer sur les droits de tirage 2017 (décision SMCL n°4 de février 2017) ont été lancés fin 2017. Il s'agit de 4 projets éducation dans des communes avoisinantes de Bamako dans la région de Koulikoro. La prolongation de la période d'exécution de l'Accord de financement qui a été proposé par la SMCL du 14/12/2017, va permettre l'achèvement de tous les projets.

La répartition des investissements par secteurs est la suivante :

⁴ La date limite de mobilisation par les CT est le 31/01/2017, le nombre total de projets sera disponible après cette date.

⁵ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Secteurs	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Mopti	Total
Equipement	402 713 976	299 496 838	153 646 545	51 825 420	907 682 779
Assainissement		7 303 852			7 303 852
Culture	26 461 555				26 461 455
Education	650 883 423	357 501 884 ⁶	237 203 894	220 981 189	1 466 570 390
Hydraulique	18 549 677	11 503 077	10 384 730	19 488 474	59 925 958
Santé	153 955 523	257 885 423	85 686 458	51 930 262	344 225 342
Total	1 252 564 154	933 691 074	486.921.627	362.629.846	3 035 805 901

L'état d'exécution des investissements réalisés sur contribution du PAICT est ainsi réparti :

Nature des projets	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Mopti	Total
Droits de tirage 2015					
Nombre projets	219	138	75	47	479
Montant total	1.252.564.154	882.408.173	486.921.627	362.629.846	2.984.523.000
Achevés	183	125	69	45	422
Exécution à 80%	10	4	5	2	21
Exécuté à 45%	15	5	-	-	20
Non exécuté	11	4	1	-	16
Droits de tirage 2017 ⁷					
Montant		51.282.901			
Nombre de projets		4			

Le versement de la seconde tranche des frais d'agence a été retardé par la production tardive des rapports d'exécution technique et financière tels que requis dans l'accord d'exécution. Ceux-ci ont été remis fin 2017 ouvrant la voie à un décaissement début 2018.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les capacités des acteurs et des systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année 2015	Valeur année 2016	Valeur année 2017	Cible finale 2018
% des CT inspectées annuellement	3,41%	3,41%	5%	24%	10%
% de recommandations des inspections qui sont mises en œuvre	33%	33%	nd	nd	50%
Indicateur MP 9 « le contrôle externe contribue à l'amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage des CT »	2	2	2.5	2,8	3.5
Nombre de missions de contrôle et de suivi des recommandations effectuées	24	24	28	60	45
Indicateur MP : le financement des CT intègre des mesures incitatives à la performance	0.5	0.5	0.5	0,5	1.5
Indicateur MP : le renforcement de capacités des acteurs en MO s'adapte plus étroitement aux besoins des publics-cibles	0.5	0.5	1	2	2.5
Indicateur MP : les CT ont accès à un dispositif autonome d'appui conseil	2.5	2.5	2.5	2.5	3
Indicateur : nombre de CT et services techniques utilisant les outils de délégation de gestion des infrastructures Elevage et Pêche	0	0	0	7 ⁸	30

⁶ y compris les 4 projets éducations financés sur les DT 2017

⁷⁷ suite à la décision de la SMCL du 24/02/2017, le reliquat non mobilisé des DT 2015 a été réaffecté aux DT 2017 pour 2 communes de la région de Koulikoro, Diago et Moribabougou. La date limite de mobilisation est le 31/12/2017.

⁸ 7 CT, services techniques et opérateurs économiques formés et disposant des outils de ODG

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Mission de contrôle externe des investissements des collectivités territoriales		X		
2 Amélioration du dispositif d'appui financier aux CT		X		
3 Appui au suivi de la qualité de la maîtrise d'ouvrage		X		
4 Appui au suivi de la qualité des réalisations	X			
5 Audit externe de la contribution au FNACT	X			
6 Suivi technique des actions de renforcement des capacités et de la qualité des investissements ¹⁰		X		
7 Backstopping technique et financier			x	

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

3 outputs intermédiaires ont été identifiés

- 2.1 le système de contrôle externe des investissements est amélioré
- 2.2 les performances des CT sont prises en compte dans le dispositif de financement
- 2.3 la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations est améliorée

Les avancées sont les suivantes :

✚ Le renforcement du contrôle externe vise à accentuer la pression sur les CT pour se conformer aux règles. L'Inspection de l'Intérieur en est l'acteur-clé. L'Inspection a vu ses moyens fortement augmenter sur les deux dernières années, avec un financement accru sur Budget National¹¹. Ceci lui a permis de déployer sur le terrain les inspecteurs et de dépasser les objectifs sur le % de CT qui sont inspectées dans l'année et le nombre de missions réalisés. En effet l'Inspection a conduit 60 missions au total (+14% en 2017) et a inspecté 184 collectivités territoriales, soit une augmentation de 340%. L'amélioration des outils et méthodes a permis cette efficacité accrue lors des missions de contrôle ce qui permet d'inspecter un nombre grandissant de CT. **L'indicateur marqueur de progrès 9 est mesuré à 2,8¹²** car malgré l'augmentation de la présence de l'Inspection sur le terrain, le retard pris par l'actualisation du Plan d'actions entraîne un moins bon résultat sur les aspects liés au rôle de chef de file du contrôle externe. Les constats faits par l'Inspection restent alarmants avec une prépondérance des dysfonctionnements dans la maîtrise d'ouvrage. L'application de l'approche pédagogique durant les inspections et surtout la conduite de missions de suivi des recommandations sont un moyen d'obtenir une correction des pratiques. La production de nombreux rapports d'inspection doit à terme favoriser la prise de mesures rectificatives ou de sanctions par les autorités compétentes.

✚ La promotion de mesures incitatives liant la performance en MO au financement est un des autres moyens identifiés pour encourager le changement de pratiques des CT. L'étude de faisabilité a été lancée et est activement portée par la DGCT et par l'ANICT. Toutefois l'avancement de cette activité est trop récent pour qu'un changement soit encore constaté au niveau de l'indicateur MP 11.

⁹ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

¹⁰ Activité aussi non programmée pour 2015

¹¹ Budget passe de 6.000.000 en 2016 à 50.000.000 en 2017 et 75.000.000 en 2018

¹² atelier de novembre 2017

- ✚ L'amélioration des produits et des approches pour la formation et l'accompagnement des CT en MO. Après une longue phase de maturation, un groupe de travail s'est constitué autour du CFCT qui réunit les principaux acteurs de la maîtrise d'ouvrage au niveau national, lesquels contribuent activement à la conception des outils prévus. Le développement des différents produits est en cours, en collaboration avec les ADR de Ségou, Koulikoro et Bamako qui sont intéressées par une utilisation rapide sur le terrain. Ces produits viennent conforter l'approfondissement de l'approche du CFCT par rapport au renforcement de capacités, qui s'extrait d'une logique pure de formation pour prendre mieux en compte les besoins et caractéristiques des structures et personnes à former, et notamment une démarche fondée sur un parcours d'acquisition des compétences. L'indicateur M12 P est mesuré à 2 (au lieu de 2,5 de prévu)
- ✚ La problématique des intercollectivités n'a pas connu de grandes avancées. L'organisation du forum qui devait redynamiser l'accompagnement des intercollectivités n'a pu être réalisée. La décision a été prise d'organiser les Assises de la Coopération Décentralisée durant lesquelles les différents thèmes liés aux intercollectivités seront abordés. L'AMM est le chef de file chargé de ces Assises. (pas de progression sur cet indicateur MP 13).

Pour des questions de facilité, le rapport plus détaillé ci-dessous est établi selon les rubriques budgétaires.

L'amélioration du contrôle externe des investissements.

Les actions suivantes ont été conduites en 2017 visant à renforcer le dispositif du contrôle externe :

- L'actualisation du Plan d'action issu des recommandations du contrôle externe. Conduite par l'Inspection de l'Intérieur. Suite aux ateliers régionaux durant lesquels le Plan actuel a été examiné, un atelier de synthèse a été organisé en janvier 2017. Cet atelier n'a pas permis de réunir les éléments requis pour la refonte du Plan d'actions qui est rendu nécessaire compte tenu de l'évolution rapide du contexte institutionnel de la décentralisation au Mali. Le rapport de synthèse a été repris intégralement par l'Inspection avec l'appui du PAICT afin de servir de soubassement à la formulation d'une version actualisée du Plan d'actions en 2018.
- La conduite de missions de contrôle des investissements. Huit missions de contrôle des investissements ont été conduites en 2017 par l'Inspection de l'Intérieur sur le financement du PAICT. Ces missions ont touché 77 collectivités territoriales dans les régions de Koulikoro, Ségou, Kayes et Sikasso.
- L'amélioration des outils utilisés pour le contrôle des investissements. Une grille d'évaluation a été élaborée par l'Inspection durant un atelier organisé à Ségou en avril 2017 afin de rationaliser ce contrôle, en faciliter la conduite et aboutir à une notation qui permet d'effectuer des comparaisons dans le temps et entre les collectivités territoriales pour situer leur niveau de conformité avec la réglementation. Cette grille a été utilisée durant les missions de contrôle et est un outil intéressant à valider après ce test en grandeur nature.

L'amélioration du dispositif de financement des investissements des CT.

Le dispositif global de mise en œuvre et d'appui à la décentralisation est en forte évolution, et exige un réexamen du dispositif de financement des CT, y compris des investissements. L'audit organisationnel du FNAICT et de sa mise en œuvre a été réalisé en 2016 et validé en janvier 2017. Cet audit propose plusieurs scénarios. Le scénario retenu et adopté par le Conseil d'Administration de l'ANICT en Mai 2017 consiste à une accélération de la régionalisation du FNAICT avec la restructuration de l'ANICT avec la création de Directions Régionales à renforcer et équiper pour assumer leurs fonctions élargies.

Deux activités ont été conduites en 2016 :

1. Un appui à la validation des résultats de l'audit (atelier de validation et comités techniques ANICT) qui était un préalable au lancement de l'étude programmée sur financement PAICT.
2. Le lancement de l'étude de faisabilité sur les mesures incitatives à la performance dans le dispositif de financement des CT. La réalisation de l'étude avait été reportée en 2016 afin de tenir compte des résultats de l'audit organisationnel. Cette étude de faisabilité a démarré

effectivement en novembre 2017, par une phase de consultation et de recherches de terrain (à Bamako, Sikasso et Kayes notamment). Un projet de rapport d'étape a été remis au PAICT fin 2017. Cette étude vise à proposer différentes options permettant d'encourager la performance des collectivités territoriales notamment en maîtrise d'ouvrage, en leur octroyant des dotations additionnelles. Une ou deux des options seront ensuite approfondies pour en étudier la faisabilité technique, financière et sociale.

L'amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations

Sous le leadership du CFCT, un groupe de travail s'est constitué autour de la conception de nouveaux outils de formation et d'informations sur la maîtrise d'ouvrage. Ce groupe de travail comprend la DGCT, l'ANICT, les APL, trois ADR (Ségou, Sikasso et Bamako), et l'ARMPD, et selon les thématiques : l'AGETIC et les CADD. Ce groupe de travail a élaboré conjointement les termes de référence des différentes prestations pour développer les nouveaux produits, et en suit l'exécution. Ce groupe est également en charge de la réalisation d'activités sur le terrain comme les formations. Parmi les actions reconduites en 2017, on peut souligner :

- La conception d'outils audiovisuels de formation et information sur la maîtrise d'ouvrage. Ces produits sont destinés à traduire dans un langage simple et compréhensible par tous, y compris dans des versions en bambara, les étapes les plus cruciales de la maîtrise d'ouvrage. A cet effet sont développés 5 sketches de théâtre filmés et sur support numérique en version française et bambara et 5 sketches audio en bambara destinés à une diffusion radio. Le public visé est les élus de base, la société civile, les citoyens et les entrepreneurs, qui bénéficient rarement de formations en bonne et due forme et ne maîtrisent pas le langage technique (et français) de modules de formation conventionnels. La réalisation des sketches a été confiée à un prestataire. Les synopsis et les scénarios ont été validés et seront filmés/enregistrés en 2018.
- L'organisation d'une campagne d'information sur la maîtrise d'ouvrage à travers des radios de proximité. Destinée à un large public, l'objectif en est de conforter le contrôle citoyen des investissements. Cette activité est réalisée sous le leadership des trois ADR avec l'appui desquelles ont été élaborés les termes de référence de la campagne radio et des prestations à réaliser par les radios de proximité. Dans chaque région une liste restreinte a été établie. La phase de consultation (demande de prix) est en cours. Ce sont au total 14 radios qui sont visés pour Ségou, 4 pour Koulikoro et 5 ou 6 pour le district de Bamako. La campagne radios porte sur 10 émissions environ, avec des émissions de type table-ronde et des émissions de type interactives.
- Le développement d'une plate-forme digitale de conseil sur la maîtrise d'ouvrage. La finalité est d'une part, d'assurer une meilleure circulation de l'information, en particulier sur les modifications de dispositions réglementaires et toute actualité relative à la maîtrise d'ouvrage, et d'autre part, d'installer un dispositif de conseil à distance, facile d'accès qui permette aux équipes des collectivités territoriales de résoudre des problèmes immédiats. Le groupe de travail a défini les besoins et a décidé de lancer une étude de faisabilité qui apportera les éléments nécessaires à la décision sur l'option à développer. Cette étude de faisabilité a démarré en octobre 2017. La phase de consultation des acteurs sur le terrain est achevée. Les résultats sont attendus au cours du 1er trimestre 2018. La plate-forme digitale doit pouvoir permettre l'accès aux informations via un site web dédié, des applications sur smartphones et si possible un système d'information et d'alerte par sms et un lien téléphonique. L'étude doit aussi porter sur l'option d'inclure un espace de formation à distance et de suivi et accompagnement (assistance conseil).

Par ailleurs deux activités sont développées sous le leadership de la DGCT et concernent :

- La redynamisation de la base OISE. Cette activité est conduite avec la collaboration de plusieurs partenaires (PARADDER/UE et PADRE/GIZ) qui appuient la DGCT dans les différentes étapes requises pour réviser et redynamiser la base OISE. Cette base est destinée à suivre l'état d'exécution de la politique de décentralisation mais aussi les performances des collectivités territoriales. Parmi les activités soutenues par le PAICT, on peut souligner :
 - l'appui à l'organisation de l'atelier pour la révision du contenu de la base OISE (toilette des données et des indicateurs)
 - à la réunion du CNO notamment pour le choix de l'option technologique pour le redéploiement de la base OISE

- Enfin la conduite d'une prestation de services pour le développement de la version Web de la base Oise. Le marché de cette prestation a été attribué fin décembre 2017 pour une réalisation au 1^{er} trimestre 2018.
- La révision du guide d'élaboration des PDESC afin d'intégrer la prise en compte dans la planification locale les changements climatiques et le genre. Cette initiative de la DGCT est appuyée par deux autres partenaires (SNGP/USAID et PICP/GIZ). Le PAICT est chargé d'organiser l'atelier de validation de la version révisée du guide ainsi qu'une formation du comité de suivi sur la planification sensible aux changements climatiques. Ces deux activités n'ont pu être réalisées en 2017 suite au retard pris par la prestation relative à la révision du guide proprement dit (financement PICP-SNGP) et sont reportées à début 2018.

Concernant la qualité des réalisations à savoir l'utilisation et l'entretien durables des investissements, trois thématiques ont été développées problématiques ont été choisies et appliquées à des secteurs, qui ont un lien direct avec le fonctionnement des services au public que doivent délivrer les CT :

1. L'amélioration des délégations de gestion pour les infrastructures marchandes appliquée au secteur de l'élevage et de la pêche. Les outils de délégation de gestion des infrastructures marchandes ont été complétés avec la production d'un manuel simplifié et de versions traduites, et d'un module de formation. Une équipe de formateurs du CFCT a ensuite été formée à l'utilisation du module. Enfin, en collaboration avec les ADR de Koulikoro de Bamako et de Ségou de premières formations test ont été réalisées, qui seront poursuivies en janvier 2018, avant d'obtenir une version définitive du module. Les personnes formées étaient les élus de CT, les techniciens des différents secteurs (Agriculture, Elevage, Culture et Artisanat) et les responsables d'associations professionnelles locales. La problématique de la gestion déléguée prend une importance accrue avec l'expansion des PPP (partenariats publics privés) et ces outils viennent à point nommé pour aider les CT à les mettre en place conformément à la loi et aux pratiques de bonne gestion. Les outils vont être réunis et multipliés sous forme d'un kit de documentation. Ce marché a été attribué. Les documents ont été soumis à l'Autorité de Régulation pour visa avant reproduction.
2. Le transfert des infrastructures de l'Etat aux collectivités territoriales. Les secteurs de la Culture de l'Artisanat et de l'Agriculture ont sollicité à travers leurs CADD un appui pour la préparation des transferts d'infrastructures aux collectivités territoriales. Pour ce faire, un inventaire des infrastructures à transférer doit être effectué avec une phase de terrain, puis les décisions de transfert préparées. Avec l'appui du PAICT, les CADD de l'Artisanat et de la Culture ont conduit ces inventaires dans les régions de Mopti, Ségou et Sikasso et la CADD de l'Agriculture dans celle de Kayes. Des décisions ont été prises par le Gouverneur dans la région de Sikasso, concernant tous les secteurs, y compris les deux secteurs appuyés par le PAICT. Des décisions ont été aussi prises pour la Culture dans les régions de Mopti et de Ségou.
3. Un atelier de synthèse a été organisé avec l'Association des Collectivités Cercle et la CADD de la Santé pour faire le suivi des progrès réalisés sur la mobilisation des ressources des centres de santé de référence, de la référence évacuation (évacuation par ambulances) et de façon plus générale sur la gestion en mode délégué des Csref. Il en ressort que les ateliers réalisés en 2017 ont effectivement contribué à lever beaucoup d'incompréhensions et bien faire connaître le rôle de chaque partie dans la gestion en mode délégué, facilitant ainsi la gestion des centres et l'entretien des équipements.

Les activités financées sur cette ligne budgétaire sont déterminées et mises en œuvre par la DGCT. Elles ont été réorientées vers le suivi de la décentralisation plutôt que des actions du Projet, lequel étant pleinement intégré dans la programmation de chaque acteur est suivi dans le même cadre que toutes activités conduites par les structures :

- Le renforcement du dispositif de suivi évaluation de la DGCT et de la décentralisation. Le Centre de Documentation et de Communication chargé du suivi-évaluation a été doté d'équipements informatiques ceci en prévision de la redynamisation de la base OISE. La

SMCL de décembre 2017 a également validé l'utilisation d'une partie de cette ligne budgétaire pour rénover le réseau internet et intranet de la DGCT, condition absolument nécessaire au développement de l'application WEB soutenue par ailleurs par le PAICT (en particulier pour la phase de test prévue dans la prestation). Cette activité est préparée et sera exécutée début 2018. Un appui a été apporté à l'organisation de la session du CNO qui a validé l'option technologique retenue pour le développement de la base OISE.

- La réalisation de missions de suivi des transferts de ressources, ceci dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du DCPND. Cette activité a été préparée (termes de référence) et est reportée à 2018.

2.5 Thèmes transversaux

2.5.1 Genre

Le DTF a prévu de lancer, dès le démarrage du projet, une étude sur la prise en compte du genre dans la formulation des investissements des collectivités territoriales. Cette étude a été conduite en 2016 et émet plusieurs propositions d'intervention, qui sont pour la plupart mentionnées dans la Politique nationale du Genre, en vue de :

- Améliorer la prise en compte du genre lors de l'élaboration du PDSEC (renforcement de capacités des CT et mobiliser les APL autour de la question genre)
- Intégrer des critères genre dans la formule de péréquation et dans les études de faisabilité et la priorisation des projets, voire adopter des mesures incitatives pour financer des projets plus sensibles au genre.
- Développer au sein des institutions en charge de la décentralisation une meilleure connaissance et prise en compte du genre
- Accompagner et soutenir la mise en place de coordinations communales de femmes pour une participation plus active et affirmée aux prises de décision.

La DGCT a parmi ses priorités la révision du manuel d'élaboration des PDESC pour promouvoir une planification sensible au Genre. Le projet PICP a souhaité appuyer la DGCT pour prendre également en compte les changements climatiques dans la planification locale. Trois partenaires dont le PAICT ont réuni leurs financements afin d'appuyer la DGCT dans cette activité. La contribution du PAICT est décrite ci-dessus (cf 2.4.3).

2.5.2 Environnement

Le DTF prévoyait de lancer, dès le démarrage du projet, une étude sur la prise en compte des normes environnementales dans la formulation des investissements des collectivités territoriales.

Après consultations, cette étude a été estimée peu opportune. Compte tenu de la faible dimension des projets financés sur le FNACT pour les CT, les études environnementales ne peuvent qu'être sommaires. Ce domaine est déjà bien encadré par la réglementation en vigueur. Les défis à relever sur la maîtrise d'ouvrage sont nombreux et il a été jugé plus adapté de se concentrer sur les aspects relatifs à la gouvernance, le contrôle, la passation de marchés, l'exécution, et l'entretien des investissements. Le PAICT contribue à l'initiative conjointe de réviser les outils d'élaboration des PDESC pour intégrer les changements climatiques (cf 4.3.3).

2.6 Gestion des risques

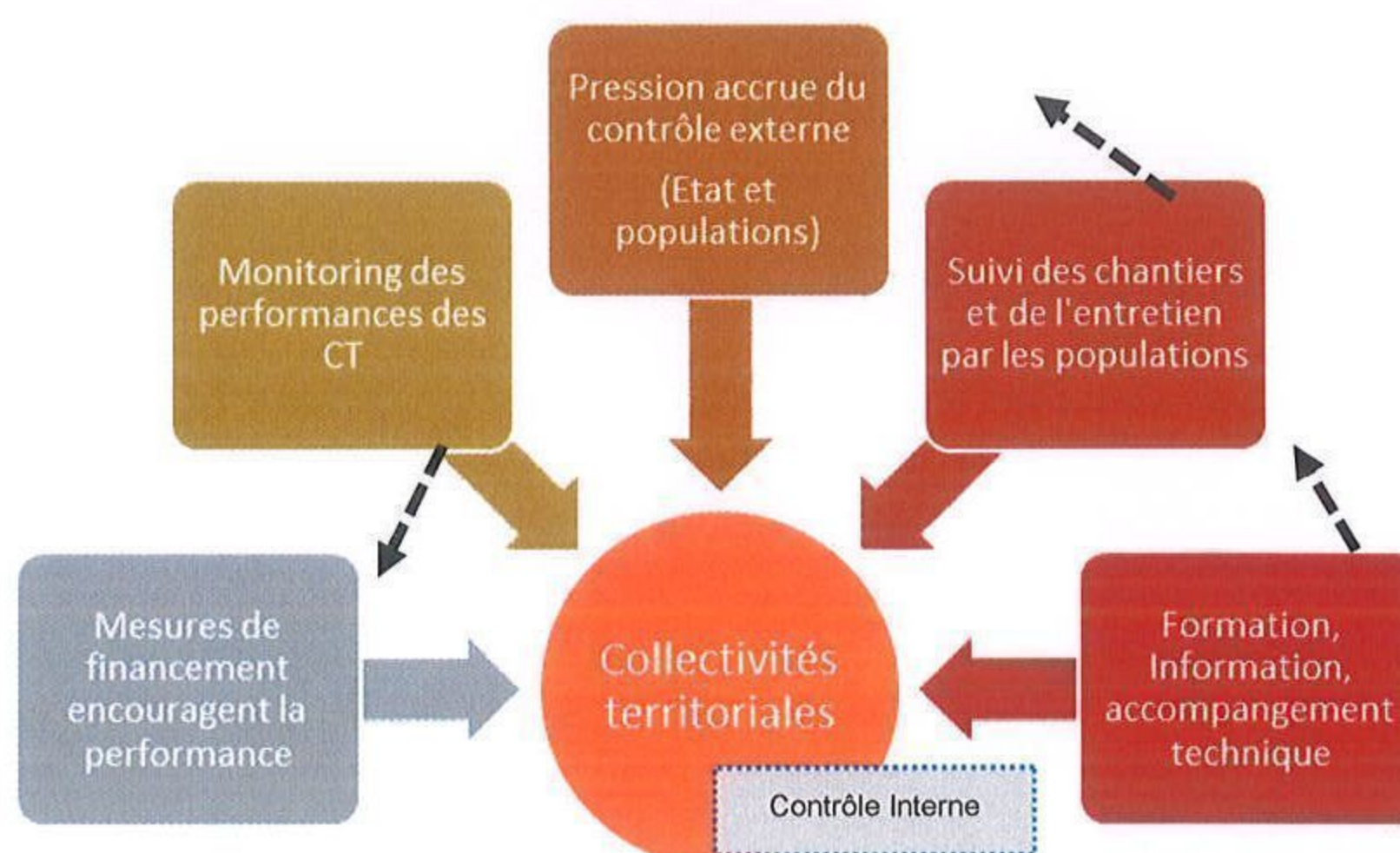
Identification du risque ou problème				Analyse du risque ou problème		Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème		
	Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
7	Insuffisance de moyens humains, matériels et financiers de la tutelle pour le suivi des réalisations des CT	Formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Mise en œuvre du plan de renforcement de la tutelle (l'inspection) : missions d'inspection et de contrôle externes.	CTB	déc-17	L'actualisation du plan d'action de mise en œuvre des recommandations du contrôle externe est programmée sur financement PAICT. Ceci permettra de faire le point sur ce qui a déjà été mis en place et sur le partage des responsabilités entre les acteurs du contrôle.	Terminé
8	Capacité d'absorption de la DGCT d'un nouvel appui AT	Q4 2014	OPS	Medium	High	High Risk	Mécanismes de coordination entre PAIR, PAIMAT et PAICT avec DGCT et plans d'actions bien déterminés pour chaque projet.	CTB	decembre 2015	Risque augmenté avec changement de direction et la réorganisation en cours de la DGCT. Participation de ATI aux réunions de coordination internes de la DGCT et coordination avec autres ATI	Terminé
9	Vacance du pouvoir exécutif des collectivités territoriales	Q4 2014	OPS	High	High	Very High Risk	Une décision politique devra intervenir: extension du mandat des équipes actuelles ou délégation spéciale, ceci dans l'attente de la tenue des élections. Adapter les stratégies de renforcement de capacités en fonction des dispositions prises par le Gouvernement	CTB	nov-15	Le mandat des équipes actuelles a été prolongé jusqu'à l'organisation des prochaines élections	Terminé
10	Elections locales programmées à partir de novembre 2016 peuvent ralentir le travail de terrain	Q4 2016	OPS	Medium	Low	Low Risk	Adapter la programmation des activités: Ne pas programmer d'activités de terrain durant les périodes pré-électorales, et tenir compte de l'arrivée de nouvelles équipes élues pour le renforcement de capacités	CTB	dec 2017	Les élections communales ont été organisées et les nouvelles équipes sont en place. Les autres élections locales sont reportées	Terminé
11	réorganisation possible du dispositif de financement du FNACT et de l'ANICT peut retarder les activités concernant le dispositif de financement	Q4 2016	OPS	Medium	Low	Low Risk	Programmer les activités relatives au dispositif de financement après les résultats de l'audit organisationnel en 2017	CTB	decembre 2017	TDR validés	Terminé

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

La logique d'intervention du projet a été révisée et affinée en 2016 lors de la réalisation de l'étude de base et la planification opérationnelle a été révisée en conséquence. En 2017, puis en 2018, cette planification est mise en œuvre sans adaptation majeure car elle s'avère toujours pertinente, dans un contexte institutionnel très évolutif. Pour rappel, l'approche développée par le PAICT relève principalement du développement institutionnel et est en conséquence centrée sur une logique de système, de réseaux d'acteurs et de fonctionnalités autour de la chaîne de la maîtrise d'ouvrage plutôt qu'une logique de développement organisationnel propre à des structures déterminées.

La logique sous-jacente est de renforcer tout le système d'accompagnement et de contrôle pour inciter les collectivités territoriales à améliorer leurs performances en maîtrise d'ouvrage (cf. schéma ci-dessous). Sur chacun des domaines de changement plusieurs acteurs interviennent et doivent collaborer.



L'appropriation des activités par les partenaires du projet est satisfaisante et favorise la collaboration des différents acteurs autour des thématiques identifiées dans le schéma ci-dessus.

3.2 Recommandations¹³

Recommandations	Acteur	Date limite	Statut
Tenir deux fois par an des ateliers pour évaluer les marqueurs de progrès	PAICT et partenaires	Q2 et Q4 2017	1 atelier en Q4 pour MP9

3.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Les points positifs apportés par les intercollectivités en matière de maîtrise d'ouvrage (étude de capitalisation à disséminer)	MATDRE, APL, CT, IC, PTF, tutelle, directions centrales (Budget, Finances et autres) et services de l'Etat
La plus-value apportée par la relecture du DTF lors de l'étude de base et l'utilisation de la théorie du changement pour renforcer l'appropriation du projet par ses partenaires et leur implication dans la réalisation des activités	Partenaires du projet et CTB
La deuxième leçon est le potentiel de l'appui à une association des CT qui assume la défense de intérêts de ses membres pour un meilleur exercice des missions qui leurs sont confiées, tel que démontré par l'appui à l'ACCM. L'efficacité de cet appui pour la réalisation de l'outcome et à travers de l'output 2 réside dans le pouvoir et le savoir politique de cet acteur national, fourni par la structure administrative nationale chargée de l'amélioration des systèmes visant l'amélioration de la MO des CT. C'est la combinaison de ces deux éléments – la volonté et pouvoir politique d'une association des CT d'une part et la volonté et pouvoir administratif de la structure chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation – qui assure cette efficacité.	Enabel-DGCT

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
X	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

X	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		A	B	C	D
		X			
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
X	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision				Action			Suivi	
N°	Décision	Periode d'identification (mmm-aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Status
1	Démarrage du projet acté et approbation du programme d'action 2015-Q12016	nov-15			diligenter le lancement des activités prévues		31/01/2016	CLOSED
2	Approbation du règlement intérieur de la SMCL moyennant prise en compte des observations	nov-15			règlement intérieur révisé et diffusé		31/12/2015	CLOSED
3	Validation du rapport de résultats 2015	févr-16			-			CLOSED
4	Validation du programme de travail 2015	févr-16			à mettre en œuvre avec diligence		31/12/2016	CLOSED
5	Approbation de recruter un conseiller technique national par une mise à disposition du MDRE	févr-16			à mettre en œuvre avec diligence		31/12/2016	CLOSED
6	Validation modifications rapport résultats 2015	mars-16			rapport amendé et transmis		31/12/2016	CLOSED
7	Compléter le rapport de résultats 2016 avec la liste des projets du FNACT financés sur contribution CTB	févr-17	SMCL	PAICT	Annexer au rapport de résultat 2016 la liste des projets financés à travers le FNACT et ventilés par région et nature		28/02/2017	CLOSED
8	Identifier et communiquer l'affectation des fonds réaffectés sur les droits de tirage 2017	févr-17	SMCL	ANICT	à mettre en œuvre avec diligence		31/12/2017	CLOSED
9	Veiller à maintenir les locaux du projet à proximité de la DGCT lors de la relocalisation	févr-17	SMCL	CTB et DGCT	Prendre en compte proximité de DGCT pour relocalisation du PAICT après clôture du PAIR		30/06/2017	CLOSED
10	Etendre la période d'exécution de l'Accord de financement CTB-ANICT au 23 janvier 2018	déc-17	SMCL	ANICT et CTB	Préparer et signer un avenant à l'accord d'exécution pour étendre sa période d'exécution		15/01/2018	ONGOING
11	Diligenter la production des rapports d'exécution	déc-17	SMCL	ANICT	Produire et envoyer à la CTB les rapports d'exécution technique et financière trimestriels ainsi que le rapport final		22/12/2017	CLOSED

4.3 Cadre logique mis à jour

Le cadre de monitoring a été revu lors de l'étude de base en 2016 et n'a pas connu de modifications en 2017:

Indicateurs objectivement vérifiables	Sources	Hypothèses
Objectif global : la consolidation du processus de décentralisation et de la bonne gouvernance a contribué au développement socio-économique durable des populations du Mali		
Indicateur 1 : Taux de scolarisation G/F au primaire et secondaire	- rapports annuels CPS Education	La volonté politique du Mali en matière de décentralisation est confirmée
Indicateur 2 : % de population ayant accès à un centre de santé fonctionnel à – de 5 kms	- Annuaire SLIS produit par la CPS et Direction nationale de la Santé	Le Mali s'engage résolument dans l'amélioration de la gouvernance et la bonne gestion des finances publiques pour mener avec efficacité et efficience ses politiques de développement
Objectif spécifique : les collectivités territoriales ont des capacités d'investissement et de maitrise d'ouvrage renforcées pour offrir des infrastructures socio-économiques pérennes aux populations		
Indicateur 3 : Evolution des ressources du FNACT	- rapport annuel de l'ANICT	L'Etat du Mali accélère le processus de transfert des compétences et des ressources et augmente la part de sa contribution au FNACT (y compris pour la dotation de fonctionnement des CT). Les mesures de renforcement des capacités de maitrise d'ouvrage des collectivités territoriales restent au cœur de l'agenda politique
Indicateur 4 : % de CT respectant les procédures de passation de marché	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	
Indicateur 5 : % de CT respectant les modalités d'exécution des dépenses publiques	- rapports des missions de contrôle et d'audit	
Résultat 1 : les ressources financières des CT augmentent et deviennent plus prévisibles		
Indicateur 6 : Nombre de projets d'investissements financés par les CT	- rapport ANICT	Les contributions de l'Etat au FNACT augmentent
Résultat 2 : les capacités des acteurs et les systèmes nationaux sont renforcées en vue d'améliorer le financement et la durabilité des investissements locaux		
Indicateur 7 : taux de mise en œuvre des recommandations du contrôle externe des investissements	- Rapports Inspection de l'Intérieur et rapports audit	
Résultat intermédiaire 2.1 : le système de contrôle externe des investissements est amélioré		
Indicateur 8 : % de CT inspectées annuellement	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	L'Inspection de l'Intérieur a les moyens de conduire des missions de contrôle externe et d'encadrer les acteurs régionaux dans le contrôle externe La tutelle a les moyens de contrôler efficacement les CT
Indicateur 9 Marqueur de Progrès : de type Capscan « le contrôle externe contribue à l'amélioration de la qualité de la maitrise d'ouvrage des CT	- rapport de l'atelier de mesure annuel	
Indicateur 10 : Nombre de missions de contrôle et de suivi des recommandations effectuées	- rapports de l'Inspection de l'Intérieur	
Résultat intermédiaire 2.2 : le dispositif de financement des investissements est amélioré		
Indicateur 11 MP : le financement des CT intègre des mesures incitatives à la performance	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	Les réflexions sur l'avenir du FNACT aboutissent à une répartition plus équitable des ressources, incitant les CT à

		améliorer leurs performances
Résultat intermédiaire 2.3 : amélioration de la qualité de la maîtrise d'ouvrage et des réalisations des CT		
Indicateur 12 MP : le renforcement de capacités des acteurs en maîtrise d'ouvrage des CT s'adapte plus étroitement aux besoins des publics-cibles	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	Les différents acteurs du renforcement de capacités collaborent pour l'élaboration d'une gamme étendue et adaptée de produits de formation
Indicateur 13 MP : les CT ont accès à un dispositif autonome d'appui conseil en maîtrise d'ouvrage	- rapport de l'atelier de mesure annuel (rapport projet)	L'Etat et les PTF soutiennent la dynamisation des intercollectivités et leur articulation avec le niveau régional
Indicateur 14 : Nombre de CT et services techniques qui utilisent les outils de délégation de gestion des infrastructures de l'élevage et de la pêche	- rapports projet et CADD Elevage Et Pêche	Les services techniques s'approprient les outils et conseillent techniquement les CT et OP pour l'utilisation des outils de délégation de gestion
Indicateur 15 : évolution du financement des conseils de gestion des centres de santé de référence et des contributions au système de référence évacuation	-rapports de la DFM Santé	La gouvernance des centres de santé de référence et du système de référence évacuation s'améliore et permet un meilleur entretien des infrastructures et équipement

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Oui
MTR (enregistrement du rapport)	réalisé
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Q3 2018
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Mars 2016

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0903411

Project Title : Contribution au Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT)

Budget Version : C2

Currency : EUR

Year to month : 31/12/2017

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2013	2014	2015	2016	Expenses	Total	Balance	% Exec
A RENFORCEMENT CAPACITÉS INVESTISSEMENT/			6.125.000,00			2.440.828,75	2.609.124,35	256.992,73	5.346.945,83	778.054,17	87%
01 Ressources financières CTs augmentation			4.830.000,00			2.415.000,00	2.300.000,00	0,00	4.715.000,00	115.000,00	98%
01 Appui financier à la Dotation		COGES	4.600.000,00			2.300.000,00	2.300.000,00	0,00	4.600.000,00	0,00	100%
02 Appui au fonctionnement de l'ANICT		COGES	230.000,00			115.000,00		0,00	115.000,00	115.000,00	50%
02 Amélioration gestion ressources			1.295.000,00			25.828,75	309.124,35	256.992,73	631.945,83	663.054,17	49%
01 Mission contrôle externe		REGIE	220.000,00				114.861,04	42.813,65	157.674,69	62.325,31	72%
02 Amélioration dispositif appui fin aux CTs		REGIE	210.000,00				15.998,99	52.776,46	68.775,45	141.224,55	33%
03 Appui au suivi de la qualité de la maîtrise		REGIE	350.000,00			17.615,19	62.779,86	53.229,00	133.624,05	216.375,95	38%
04 Appui qualité des réalisations: entretien,		REGIE	300.000,00			7.049,81	115.484,46	96.478,13	219.012,41	80.987,59	73%
05 Audits externes FNACT		REGIE	90.000,00					39.535,79	39.535,79	50.464,21	44%
06 Suivi technique des investissements		REGIE	65.000,00					12.159,70	12.159,70	52.840,30	19%
07 Backstopping et appui technique		REGIE	60.000,00			1.163,74		0,00	1.163,74	58.836,26	2%
X RESERVE BUDGETAIRE			10.500,00					0,00	0,00	10.500,00	0%
01 Réserve budgétaire			10.500,00					0,00	0,00	10.500,00	0%
01 Réserve Budgétaire		REGIE	10.500,00					0,00	0,00	10.500,00	0%
Z MOYENS GENERAUX			1.034.500,00			1.595,02	175.851,54	247.196,88	227.657,65	652.301,10	63%
01 Frais de personnel			697.680,00			1.595,02	124.046,49	192.205,31	180.455,08	498.301,90	71%
01 Equipe Assistance technique		REGIE	642.600,00			1.406,82	105.645,27	144.430,82	138.528,59	390.011,50	61%
02 Equipe Finances et administration		REGIE	55.080,00			188,20	18.401,22	47.774,49	41.926,49	108.290,40	197%
02 Investissements			42.000,00				32.991,57	2.092,36	7.216,18	42.300,11	101%
		REGIE	2.340.000,00			1.595,02	201.680,29	556.321,23	524.650,38	1.284.246,93	55%
		COGEST	4.830.000,00				2.415.000,00	2.300.000,00	0,00	4.715.000,00	98%
TOTAL			7.170.000,00			1.595,02	2.616.680,29	2.856.321,23	524.650,38	5.999.246,93	84%
										1.170.753,07	

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of MLI0903411 Printed on dinsdag 09 januari 2018



4.6 Ressources en termes de communication

Pas de ressources

4.7 Liste des projets financés sur le résultat 2.1 en 2016

Identification Collectivité	N° CF	Secteur	Coût Total	Subvention PAICT	Apports CT	Niveau exécution
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1003	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Logt adm:3 chambres+1mur clôture 40*50m	18 976 460	16 343 404	2 633 056	Achevé
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1004	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 2 blocs de 3latrines	6 352 813	5 461 864	890 949	Achevé
1100 COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1005	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5lits+6 matelas +3 armoires+4 tabl chbre	1 172 000	996 200	175 800	Achevé
1101 Bafoulabé	1205	ECONOMIE/EQUIPEMENT : const CEC : 2 bu+salle arch+salle reun+ter	10 672 231	9 167 571	1 504 560	Achevé
1102 Bamafélé	1006	SOCIAL/EDUCATION : 103 tables bancs	7 622 000	7 622 000		Achevé
1103 Diakon	1007	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc (aire stabilisat+coul vaccin)	5 896 645	5 344 395	552 250	T1 (45%)
1103 Diakon	1008	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc (aire stabilisat+coul vaccin)	5 877 782	5 325 532	552 250	T1 (45%)
1104 Diallan	1009	SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe (9,30x7,30m)	7 239 047	7 239 047		T1 (45%)
1104 Diallan	1010	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1ch+1tab bur+1arm	2 050 000	2 050 000		Livraison en attente
1105 Diokéli	1011	SOCIAL/EDUCATION : 122 tables bancs+3bur+3vh+3armoires	9 780 000	9 780 000		Achevé
1106 Gounfan	1012	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Logt adm:3 chbres+salon+magazin	12 099 915	10 394 065	1 705 850	Achevé
1107 Kontéla	1013	SOCIAL/EDUCATION : 11 tables bancs	656 887	656 887		Achevé
1108 Koundian	1014	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur de clôture 40X37m	6 973 248	5 992 258	980 990	Achevé
1109 Mahina	1015	SOCIAL/EDUCATION : 130 tables bancs	8 440 250	8 440 250		Achevé
1110 Niambia	1016	SOCIAL/EDUCATION : 114 tables bancs+1bur maitre	9 175 000	9 175 000		Achevé
1111 Ouاليا	1017	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât adm: 1 salle delib+bur+secret+toil	11 044 037	9 505 166	1 538 871	Achevé
1111 Ouاليا	1018	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 armoires+5 tables bureaux+100 chaises	2 006 800	1 705 780	301 020	Achevé
1112 Sidibéla	1019	SOCIAL/SANTE : 4ch+7arm+5chnl+3tb reun+25 mat+5lits+tac	11 365 889	11 365 889		Achevé

1113 Tomora	1020	SOCIAL/EDUCATION : 150 tables bancs	9 000 000	9 000 000		Achevé
1200 COLL. CERCLE DE DIEMA	1021	SOCIAL/EDUCATION : Bat admin scolaire: local de 6.35x12.3m	16 631 574	16 631 574		Achevé
1200 COLL. CERCLE DE DIEMA	1022	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord+1t tosh+1photoc+20ch+2 biblio+2etag	3 315 000	3 315 000	585 000	Achevé
1201 Béma	1023	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 pann+10batt+1conv+regul+1ond+6brass	5 468 000	4 647 800	820 200	Achevé
1201 Béma	1024	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 faut+ 1/2min+5ch vis+6bur+4arm+2cas	4 480 000	3 808 000	672 000	Achevé
1201 Béma	1025	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord pc pro 3330+1ord port+3impr+3rallon	3 645 000	3 098 250	546 750	Achevé
1202 Diangounté Camara	1026	SOCIAL/EDUCATION : Bât admin scol 5.65x5.8m+terrasse	5 304 411	5 304 411		Achevé
1202 Diangounté Camara	1027	SOCIAL/EDUCATION : Bât admin scol 5.65x5.8m+terrasse	4 253 605	4 253 605		Achevé
1202 Diangounté Camara	1028	SOCIAL/EDUCATION : 2tab bur+6ch met+3arm+2bur mait+2ch mait	1 160 000	1 160 000		Achevé
1203 Dianguiridé	1029	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9,15x9.15m+1bloc 3 latrin	9 897 978	9 897 978		Achevé
1203 Dianguiridé	1030	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables+1tab bur+1arm+1ch	1 500 000	1 500 000		Achevé
1204 Diéma	1031	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur clôture 140 ml	9 279 191	7 960 022	1 319 169	Achevé
1204 Diéma	1032	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Loge gardien:2 chbres de 5.95x5.95m	4 827 803	4 158 165	669 638	Achevé
1205 Diéoura	1033	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 7 Boutiques de 3x3.5m	12 310 372	11 157 437	1 152 935	Achevé
1207 Fassoudébé	1034	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9.30x7.0m	9 017 670	9 017 670		Achevé
1207 Fassoudébé	1035	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1tab bur+1ch mait+1arm	1 875 000	1 875 000		Achevé
1208 Fatao	1036	SOCIAL/SANTE : Maternité. 4 salles de 13.95x8.45m	10 676 900	10 676 900		Achevé
1208 Fatao	1037	SOCIAL/SANTE : 1tab bur+ft roul+tab acc+2mat+2ch+1p bb	1 565 000	1 565 000		Achevé
1209 Gomitradowou	1038	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9.30x7m	9 132 711	9 132 711		Achevé
1209 Gomitradowou	1039	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+2tab bur+2arm+2ch mait	2 186 000	2 186 000		Achevé
1210 Grouméra	1040	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 hangars de 10x3.8m	12 961 442	11 747 531	1 213 911	Achevé
1211 Guédébiné	1041	SOCIAL/EDUCATION : Logt 8,75x6.75m de 3 salles+1toil+1terr	7 959 305	7 959 305		Achevé
1211 Guédébiné	1042	SOCIAL/EDUCATION : 1 Bloc de 3 latrines	2 720 698	2 720 698		Achevé
1212 Lakamané	1043	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 hangars de 4x4m+hateur 2,80m	7 326 118	6 662 506	663 612	T2 (<80%)

1212 Lakamané	1044	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 hangars de 4x4m+hateur 2,80m	4 225 447	3 832 402	393 045	T2 (<80%)
1213 Lambidou	1045	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 6 Boutiques de 3.5x3.5m	12 513 853	11 341 861	1 171 992	T2 (<80%)
1214 Madiga Sacko	1046	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 hangars de 7.90x3.90m+hateur 2,30m	13 923 878	12 619 829	1 304 049	Achevé
1215 Sansankidé	1047	SOCIAL/SANTE : Maternité: 3 salles+1terras (12.3x6..3m)	9 676 203	9 676 203		Achevé
1215 Sansankidé	1048	SOCIAL/SANTE : 1tab acc+3mals+1ft+1p bb+1tab bur+1arm	1 972 650	1 972 650		En attente livraison
1300 COLL. CERCLE DE KAYES	1049	SOCIAL/EDUCATION : 200 tables bancs+15bur mait+13 bcs met	15 288 068	15 288 068		Achevé
1301 Bangassi	1050	SOCIAL/SANTE : 1 tab acc+pns+1lit+1p bb+2tab cons+1app	7 044 563	7 044 563		Achevé
1302 Colimbiné	1051	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 pann+5 batt+2 conv+2reg+10amp+1 ond	4 695 037	3 990 781	704 256	Achevé
1302 Colimbiné	1052	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 ch bqtt indus+3ft 1/2m+1bur+1photoc	3 529 412	3 000 000	529 412	Achevé
1303 Diamou	1053	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 6.45x5.30m	5 663 220	5 663 220		Achevé
1303 Diamou	1054	SOCIAL/EDUCATION : Eqpt bât adm:2 bur+4ch+2arm métal	500 000	500 000		Achevé
1303 Diamou	1206	SOCIAL/SANTE : equipt CSCOM : refrig sol+supp	950 000	950 000		Achevé
1303 Diamou	1207	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2pansol+sup pan+4batt+1reg+1 roul cab	1 092 500	928 625	163 875	Achevé
1304 Diélébou	1055	SOCIAL/EDUCATION : Logt 9.65x5.95m(1chbre+mag+anti ch+cuis)	7 443 596	7 443 596		Achevé
1305 Falémé	1056	SOCIAL/EDUCATION : Mur clôture ecole Djibol 240.6 ml	7 947 719	7 947 719		T2 (<80%)
1306 Fégui	1057	SOCIAL/EDUCATION : Cantine scolaire de 12.75x4.3m	7 436 974	7 436 974		Achevé
1307 Gory Gopela	1058	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 6.45x5.45m	4 751 799	4 751 799		Achevé
1307 Gory Gopela	1059	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur+3ch+2arm métal	512 500	512 500		Achevé
1308 Gouméra	1060	SOCIAL/EDUCATION : Bât Administr scolaire de 5.95x4.15m	4 732 955	4 732 955		Achevé
1308 Gouméra	1061	SOCIAL/EDUCATION : 30 tables bancs+3bur+3vh+2armoires	2 360 857	2 360 857		Achevé
1309 Guidimaka K K	1062	SOCIAL/EDUCATION : 126 tables bancs+10 bureaux+10chaises	8 589 155	8 589 155		Achevé
1310 Hawadembaya	1063	SOCIAL/HYDRAULIQUE : 1mod 230w+1pompe	7 736 886	7 736 886		Achevé

1324 Segala	1083	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc 21015/12.4M+Coul 9.75/1.10m	5 728 389	5 189 500	538 889	Achevé
1324 Segala	1084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Centre accueil: Maga 4.3/4m+1bloc 2latr	4 792 620	4 346 158	446 462	Achevé
1325 Sero Diamanou	1085	SOCIAL/EDUCATION : Logement 12.6/6.45m: 3 chambres+terrasse	10 352 962	10 352 962		Achevé
1326 Somankidi	1086	SOCIAL/EDUCATION : Logement 11./6.25m: 3 chambres+terrasse	7 003 967	7 003 967		Achevé
1327 Sony	1087	SOCIAL/EDUCATION : 100 tables bancs+15 bur mait+20 bcs met	8 333 170	8 333 170		Achevé
1400 COLL. CERCLE DE KENIEBA	1089	SOCIAL/EDUCATION : Logement 2 chambres+salon+toil+terr couv	16 966 629	16 966 629		Achevé
1401 Baye	1090	SOCIAL/SANTE : Dispensaire: salle hosp+soin+bur cons+co	8 675 000	8 675 000		T2 (<80%)
1401 Baye	1091	SOCIAL/SANTE : 4lits met+matl+tab exam+1bur+2bcs+1arm	953 061	953 061		Achevé
1402 Dabia	1211	ECONOMIE/EQUIPEMENT :6pann+6batt+1ond+2roul+4 brass air	6 591 151	5 602 478	988 673	Achevé
1402 Dabia	1212	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ord bur+2 impr+1 photoc+1 ord PC HP	3 700 000	3 145 000	555 000	Achevé
1403 Dialafara	1213	SOCIAL/EDUCATION : 150 tbales bancs +6 bur mait+6ch + 6 arm	10 720 500	10 720 500		Achevé
1404 Dombia	1092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Couche roul bet L=90ml+l=4,5ml+20cm épai	10 067 715	8 648 366	1 419 349	Achevé
1405 Faléa	1093	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Couche rouementl béton L=100ml+l=4,5ml	12 549 831	10 780 552	1 769 279	Achevé
1406 Faraba	1094	SOCIAL/SANTE : Extens CSCOM:3 salles+terr couv	7 718 089	7 718 089		T2 (<80%)
1406 Faraba	1095	SOCIAL/SANTE : 6lits+matelas+6bass lits+1ens port serum	1 750 000	1 750 000		Achevé
1407 Guénégoré	1096	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Elarg pist/L=4km+l=4m/falaise Tzmbaoura	11 087 971	9 567 275	1 520 696	T2 (<80%)
1408 Kassama	1097	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda 9.30x1.85m	7 787 275	7 787 275		Achevé
1408 Kassama	1098	SOCIAL/EDUCATION : 14 tables bancs+1bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000		Achevé
1409 Keniéba	1099	SOCIAL/EDUCATION : 100 tables bancs+30ch+20arm	10 600 000	10 600 000		Achevé
1410 Kouroukoto	1100	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Mur clôt 194ml+H=1.7+1bl 2 latr 4.3x2.95	10 919 408	9 379 985	1 539 423	Achevé
1411 Sagalo	1101	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	8 102 560	8 102 560		Achevé

1411 Sagalo	1102	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+3bur+3ch+3arm	2 100 000	2 100 000	Achevé
1412 Sitakily	1103	SOCIAL/EDUCATION : 50 tables bancs+10bur+50 tab bcs+10balc	9 600 000	9 600 000	Achevé
1501 Badia	1104	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+ veranda	8 307 645	8 307 645	Achevé
1501 Badia	1105	SOCIAL/EDUCATION : 19 tables bancs+1bur maitre-1ch+1arm	1 345 000	1 345 000	Achevé
1502 Bendougouba	1214	ECOCOMIE/EQUIPEMENT :FP 4 pan sol4batt+1 cpv+1 ond+10 amp	4 975 000	4 229 175	Achevé
1502 Bendougouba	1215	ECOCOMIE/EQUIPEMENT :8ft roul+40 ch+6 tab reunion	3 940 000	3 349 000	Achevé
1502 Bendougouba	1216	ECOCOMIE/EQUIPEMENT : 1 bloc 2 latrines	2 257 557	1 942 380	Achevé
1503 Benkadi Founia	1106	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+ veranda	7 752 163	7 752 163	Achevé
1503 Benkadi Founia	1107	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 940 000	1 940 000	Achevé
1504 Boudofo	1108	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	6 304 754	6 304 754	Achevé
1504 Boudofo	1109	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000	Achevé
1505 Bougarybaya	1110	SOCIAL/EDUCATION : Logt ens:3chbrees+salon+terr couv	8 412 275	8 412 275	Achevé
1506 Didenko	1111	SOCIAL/EDUCATION : 89 tables bancs+5bur+5ch	6 140 000	6 140 000	Achevé
1507 Djidian	1112	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 450 886	7 450 886	Achevé
1507 Djidian	1113	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1 tab bur+1ch+1arm	1 176 000	1 176 000	Achevé
1508 Djougoun	1114	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol: bur-mag 3.5x3m+terrasse	4 834 221	4 834 221	Achevé
1508 Djougoun	1115	SOCIAL/EDUCATION : 19 table bancs+3 tab bur+3ch+3arm	1 885 000	1 885 000	Achevé
1509 Gadougou 1	1116	SOCIAL/CULTURE : Mais jeunes:1salle (10.8x10.3)+1bur+terr	10 018 200	9 079 940	Achevé
1510 Gadougou 2	1117	SOCIAL/EDUCATION : 14 tables bancs	970 000	970 000	Achevé
1511 Guémoukouraba	1118	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	8 071 000	8 071 000	Achevé
1511 Guémoukouraba	1119	SOCIAL/EDUCATION : 20 tables bancs	1 200 000	1 200 000	Achevé
1512 Kassaro	1120	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol:Dir-mag +mag+terr couv	3 687 222	3 687 222	Achevé
1512 Kassaro	1121	SOCIAL/EDUCATION : 2 tab bur+4ch+1arm	500 000	500 000	Achevé
1512 Kassaro	1122	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	3 687 222	3 687 222	Achevé
1512 Kassaro	1123	SOCIAL/EDUCATION : 2 tab bur+4ch+2arm	500 000	500 000	Achevé
1514 Kita Nord	1125	SOCIAL/SANTE : 4 tab bur+ta acc+15lits+matel+4bcs+2refr	8 093 000	8 093 000	Achevé
1515 Kita Ouest	1195	SOCIAL/SANTE : maternité : sal soin+sal acc + sal hosp + coul	8 419 110	8 419 110	T2 (<80%)
1515 Kita Ouest	1196	SOCIAL/SANTE : 4 tab bur+ta acc+15lits+matel+4bcs+2refr	1 195 000	1 195 000	Achevé

1516 Kobri	1126	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 545 304	7 545 304		Achevé
1516 Kobri	1127	SOCIAL/EDUCATION : 25 table bancs+1tab bur+1ch+1arm	1 780 000	1 780 000		Achevé
1517 Kokofata	1128	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 6ft roul+55ch vis+3tab bur+3arm+20cas	5 488 500	4 665 225	823 275	Achevé
1517 Kokofata	1129	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 Pann sol+3batt+conv+cab+ond	2 071 500	1 760 775	310 725	Achevé
1518 Kotouba	1130	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Parc vacc: aire stab 1066m2++coul vacc	7 149 241	6 479 675	669 566	Achevé
1519 Koulou	1131	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 506 212	4 506 212		Achevé
1519 Koulou	1132	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 506 212	4 506 212		Achevé
1520 Kourininkoto	1139	ECONOMIE/EQUIPEMENT : CA:4 chbres 3.5x3.5m+terr couv 14.76x2m	9 895 800	8 969 000	926 800	Achevé
1521 Madina	1133	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm sco:1bur+1mag+terr couv	4 834 086	4 834 086		Achevé
1521 Madina	1134	SOCIAL/EDUCATION : 1 bloc de 3 latrines (4.3x4.2m)	3 135 117	3 135 117		Achevé
1521 Madina	1135	SOCIAL/EDUCATION : 7 tab bur+10 ch+6arm	1 245 000	1 245 000		Achevé
1522 Makano	1136	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ord pc+2 ord port+3 impr+3rallong	4 295 000	3 650 750	644 250	Achevé
1522 Makano	1137	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4ft min+16ch vis+4 tab bur+4arm+4ft bour	3 220 000	2 737 000	483 000	Achevé
1522 Makano	1138	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Pann sol+4batt+conv+reul+flis	2 955 500	2 512 175	443 325	Achevé
1523 Namalaguimba	1140	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Pann sol+4batt+conv+2 reg+10 amp+cab	4 925 000	4 186 250	738 750	Achevé
1523 Namalaguimba	1141	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord pc+1ord port+3rallong+1refrig	3 295 000	2 800 750	494 250	Achevé
1523 Namalaguimba	1142	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ft roul+14ch vis+2tab bur+1arm	1 420 000	1 207 000	213 000	Achevé
1524 Niantasso	1197	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bloc 3 latrines	3 111 470	2 670 474	440 996	Achevé
1524 Niantasso	1198	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 faut+10ch+2tab+3 arm	1 418 000	1 205 300	212 700	Achevé
1525 Saboula	1143	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 446 000	7 446 000		Achevé
1525 Saboula	1144	SOCIAL/EDUCATION : 20 table bancs+1bur maitre+1ch	1 250 000	1 250 000		Achevé
1526 Sébékoro	1145	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 ft min+4tab met+22 bcs brr+1arm+4lits	10 382 000	8 824 700	1 557 300	Achevé
1527 Séfeto Nord	1146	SOCIAL/EDUCATION : 160 table bancs (tuyau 25+bois rouge ve)	9 760 000	9 760 000		Achevé
1528 Séfeto Ouest	1147	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une salle de classe	8 797 999	8 797 999		T2 (<80%)

1528 Séfeto Ouest	1148	SOCIAL/EDUCATION : 20tbl-bnc+2tbl-de bur+4chs+1armr	1 240 000	1 240 000	Attente livraison
1530 Sirakoro	1150	SOCIAL/SANTE : Construction Maternité	7 355 849	7 355 849	Achevé
1530 Sirakoro	1151	SOCIAL/SANTE : 1tbl de bur+1fauteil roul+1tbl d'accouc	1 540 000	1 540 000	Attente livraison
1531 Souransan Tomoto	1152	SOCIAL/SANTE : 3salles+1ter couv+1couloir	7 958 054	7 958 054	Attente livraison
1531 Souransan Tomoto	1153	SOCIAL/SANTE : 1tbl de bur+1fauteil roulant+1tbl d'acco	1 235 000	1 235 000	Attente livraison
1532 Tambaga	1154	SOCIAL/EDUCATION : 46tbl-bnc+15tbl de bur.+15chs boi+15armr	6 331 000	6 331 000	Achevé
1533 Toukoto	1155	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.fixe+1imprim+3ondul.+1impr.multif	4 105 500	3 489 675	615 825
1533 Toukoto	1156	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2panneau solair+2bat.+2convert+4prises	2 582 981	2 195 534	387 447
1600 COLL CERCLE NIORO	1217	SOCIAL/CULTURE :clot salle spec+1 guichet	19 177 615	10 177 615	1 796 000
1601 Bagnéré Koré	1218	SOCIAL/HYDRAULIQUE : add eau : 8 pan volt+ 4 bornes font	10 812 791	10 812 791	Achevé
1602 Diabigué	1157	SOCIAL/SANTE : 4tbl de bur+3tbls de reun+4fauteil+20ch	4 769 500	4 769 500	Achevé
1602 Diabigué	1158	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.portabl+2ordi.bur.+2imprim+1photoc	2 890 000	2 456 500	433 500
1602 Diabigué	1159	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4plaque solair+4bateri+1convertisseur	2 840 000	2 414 000	426 000
1603 Diarra	1160	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 direction +3latrines	7 374 184	7 374 184	Achevé
1603 Diarra	1161	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+2tbl- bur.+2cchs+2armr+2portes	2 186 500	2 186 500	Achevé
1604 Diaye Coura	1162	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1 salle de classe +1 veranda	8 664 181	8 664 181	Achevé
1604 Diaye Coura	1163	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+2tbl-bur+2chs+2armr métallique	2 040 000	2 040 000	Achevé
1605 Gavinané	1199	SOCIAL/EDUCATION : log scol : 4 ch + 2 terr	10 139 808		T1 (<45%)
1606 Gogui	1219	SOCIAL/SANTE : 1 bur sage fem+1 salle attente + 1 sall acc	8 380 000		Achevé
1606 Gogui	1220	SOCIAL/SANTE : 1 tab cons+1 tab acc+ 1 tab bur ind+ 1 ps bb+1 arm	2 280 000		Achevé
1607 Guetema	1164	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une cantine	9 548 822	9 548 822	Achevé
1608 Kadiaba Kadiel	1165	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'une salle de classe	7 543 764	7 543 764	Achevé
1608 Kadiaba Kadiel	1166	SOCIAL/EDUCATION : Achat 30tb+1bur+1chaise+1armoire	2 009 000	2 009 000	Attente livraison
1609 Korera Koré	1200	SOCIAL/EDUCATION : direction école	4 496 210	4 496 210	Achevé
1609 Korera Koré	1201	SOCIAL/EDUCATION : 2 tab bur + 2 cha + 2 arm	550 000	550 000	Achevé
1610 Nioro	1202	SOCIAL/EDUCATION : direction école	10 052 030	10 052 030	T1 (<45%)

1611 Nioro Tougounéranga	1221	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 arm + 5 tab bur+4tb reun+5 ft +20 ft	4 440 000	3 774 000	666 000	Achevé
1611 Nioro Tougounéranga	1222	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 pq sol+1reg+3batt+1conv+20cab+50cab	4 135 000	3 514 750	620 250	Achevé
1611 Nioro Tougounéranga	1223	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ord pc+1 ond+1 imp+1 stab	2 680 000	22 278 000	402 000	Achevé
1612 Sandaré	1167	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 4 hangars	11 095 200	10 087 380	1 007 820	T1 (<45%)
1613 Simbi	1168	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'un logement	11 044 732	11 044 732		Achevé
1614 Troungoumbé	1169	SOCIAL/EDUCATION : Construction une salle de classe	8 921 171	8 921 171		Achevé
1614 Troungoumbé	1170	SOCIAL/EDUCATION : 25 table-bnc+1tbl-bur-+1chs+1armr	1 770 000	1 770 000		Achevé
1615 Yérére	1224	SOCIAL/EDUCATION : logt enseignant	9 642 876	9 642 876		T2 (<80%)
1616 Youri	1171	SOCIAL/EDUCATION : Construction d'un bâtiment	10 095 917	10 095 917		Achevé
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1172	SOCIAL/EDUCATION : salle des professeurs de 7.3/6.3m	11 200 000	11 200 000		T1 (<45%)
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1173	SOCIAL/EDUCATION : Achat mobilier scolaire maîtres	3 385 000	3 385 000		Achevé
1700 COLL.CERCLE DE YELIMANE	1174	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordinateurs+2imprimantes HP2015+1scanne	2 036 000	1 730 600	305 400	Achevé
1701 Diafounou Dion.	1175	SOCIAL/EDUCATION : 145 tables bancs	10 041 250	10 041 250		Achevé
1702 Diafounou Gory	1176	SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe de 9,3/8,95m	6 427 147	6 427 147		T1 (<45%)
1702 Diafounou Gory	1177	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bureau maitre+1ch+1armoi	1 925 000	1 925 000		Attente livraison
1702 Diafounou Gory	1178	SOCIAL/EDUCATION : 3latrines de 4,3m de Longueur/4,2m de la	2 167 453	2 167 453		T1 (<45%)
1703 Fanga	1179	SOCIAL/EDUCATION : Construction Logement scolaire	9 926 500	9 926 500		Achevé
1704 Gory	1180	SOCIAL/EDUCATION : un loge de 7,8m de long et 6,8m de large	8 203 451	8 203 451		Achevé
1704 Gory	1181	SOCIAL/EDUCATION : Latrines de 4,3m de long et 2,85m de lar	1 783 455	1 783 455		Achevé
1705 Guidimé	1203	SOCIAL/SANTE : 2 tab acc+2 tab cons+10 lits+10 mtlis + 4 ch+ 1 ap	9 890 000			Achevé
1706 Kirané Kagnaga	1182	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 18 panneaux photovoltaïque solaire230w+6r	12 771 692	10 855 938	1 915 754	Achevé
1707 Konsiga	1183	SOCIAL/SANTE : 1 salle de longueur 6,15m/4,15m de large	9 334 317	9 334 317		Achevé
1707 Konsiga	1184	SOCIAL/SANTE : 5lits+5matelas+5potences	725 000	725 000		Achevé
1708 Kremis	1185	SOCIAL/SANTE : un logement de 7,45/6,8m	10 240 000	10 240 000		Achevé

1709 Marekaffo	1186	SOCIAL/EDUCATION : Une salle de classe de 9,3/8,95m	6 394 291	6 394 291	Achevé
1709 Marekaffo	1187	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bureau maître+1ch+1armoi	1 925 000	1 925 000	Achevé
1709 Marekaffo	1188	SOCIAL/EDUCATION : 3 latrines de 4,5m de longueur+4,20m lar	2 215 598	2 215 598	Achevé
1710 Soumpou	1189	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9,3m/8,95m	6 308 797	6 308 797	Achevé
1710 Soumpou	1190	SOCIAL/EDUCATION : 25 tables bancs+1bureau maître+1ch+1arm	1 925 000	1 925 000	Achevé
1710 Soumpou	1191	SOCIAL/EDUCATION : 3 latrines longueur de 4,3m+4,2m large	2 155 448	2 155 448	Achevé
1711 Toya	1192	SOCIAL/EDUCATION : une direction de 5,95m/5,60m	5 100 000	5 100 000	Achevé
1711 Toya	1193	SOCIAL/EDUCATION : 1 bureau maître + 3chaises + 2 armoires	825 000	825 000	Achevé
1711 Toya	1204	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 7 bur + 7 faut + 1 salon	4 779 764		Achevé
1712 Tringa	1194	ECONOMIE/EQUIPEMENT : un centre d'accueil de 4,3m/2,85m	10 365 063	9 394 317	Achevé
TOTAL REGION DE KAYES			1 313 719 131	1 252 564 154	61 154 977
2100 COLL. CERCLE DE BANAMBA	2145	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Construction forage80 m	11 503 077	11 503 077	Achevé
2101 Banamba	2128	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bâtiment de 3 salles+ terrasse	7 495 991	6 468 622	Achevé
2101 Banamba	2129	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat 3 bur+ 3 arm met+ 2 tables	2 300 000	1 955 000	Achevé
2102 Benkadi	2085	SOCIAL/EDUCATION : 84 tb bcs+10 bur+50 chaises	8 545 792	8 545 792	Achevé
2103 Boron	2146	SOCIAL/EDUCATION : 145 tables bancs	9 712 680	9 712 680	Achevé
2104 Dougouwolowula	2114	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Espace commer à vocat multi:3salles+1te	9 287 612	8 400 966	Achevé
2105 Kiban	2075	ECONOMIE/EQUIPEMENT : reprise toiture+peinture ext.int+portes	9 376 607	8 030 343	Achevé
2106 Madina Sacko	2126	SOCIAL/SANTE : Maternité 5 salles + terrasse	9 347 274	9 347 274	T2 (<80%)
2107 Sebeté	2121	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 bur-mag+ 2 blocs de 3 latrines	8 376 323	8 376 323	Achevé
2107 Sebeté	2122	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 5 bur+5 ch+ 4 arm met+10 tb bcs	1 950 000	1 950 000	Achevé
2108 Toubacoro	2127	SOCIAL/EDUCATION : Achat 177 tb bcs+11 tab chevalet	10 071 600	10 071 600	Achevé
2200 COLL. CERCLE DE DIOILA	2061	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 salle 9.3m/7.3m + terrasse	11 205 029	9 655 947	Achevé
2200 COLL. CERCLE DE DIOILA	2062	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 60 chaises+1 bureau	2 676 470	2 275 000	Achevé

2201 Banco	2051	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+terrasses	8 573 590	7 388 140	1 185 450	Achevé
2201 Banco	2052	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 bur+4 faut+3 arm+24 chaises	1 943 000	1 651 550	291 450	Achevé
2202 Benkadi	2068	SOCIAL/SANTE : Construction 3 salles+1 bloc de latrines	8 266 745	8 266 745		Achevé
2203 Binko	2058	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 salles+terrasse	9 476 513	8 129 900	1 346 613	Achevé
2204 Degnékoro	2073	SOCIAL/SANTE : 4lits+4matelas+1chaise+1bur	800 000	800 000		Achevé
2204 Degnékoro	2064	SOCIAL/SANTE : Construction 4 salles+1 terrasse	8 292 587	8 292 587		Achevé
2205 Diebé	2042	SOCIAL/EDUCATION : 138 tb bcs+4 arm+5 bur+ 5 chaises	9 157 800	9 157 800		Achevé
2206 Diedougou	2041	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture 143ml, hauteur 1.5m	6 814 600	5 882 470	932 130	Achevé
2207 Diouma	2039	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture 162 ml	7 638 794	6 551 263	1 087 531	Achevé
2208 Dolendougou	2015	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+annexes+1 bloc latrine	9 559 582	8 256 003	1 303 579	Achevé
2209 Guegneka	2074	SOCIAL/EDUCATION : 85 tables bancs + 1 armoire	6 759 273	6 759 273		Achevé
2210 Djekafo	2023	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	7 823 514	7 823 514		Achevé
2210 Djekafo	2029	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 table d'accouchement	700 000	700 000		Achevé
2211 Kaladougou	2104	ENVIRONNEMENT/ASSAINISSEMENT : Clôture 996ml+ batt portail+ sys evacu	8 522 179	7 303 852	1 218 327	T1 (<45%)
2212 Kemekafo	2077	SOCIAL/EDUCATION : 1 classe	7 264 724	7 264 724		Achevé
2212 Kemekafo	2078	SOCIAL/EDUCATION : 24 tb bcs+1 arm+1 bur+1 chaise	1 860 000	1 860 000		Achevé
2213 Kerela	2079	SOCIAL/EDUCATION : 120 tb bcs+3 chaises	7 848 985	7 848 985		Achevé
2214 Kilidougou	2084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 bur+1mag+terrasse	8 460 285	7 684 112	776 173	Achevé
2215 Massigui	2045	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	9 442 381	9 442 381		Achevé
2215 Massigui	2046	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 matelas+1 table d'accouchement	700 000	700 000		Achevé
2216 Nangola	2005	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	8 411 787	8 411 787		Achevé
2216 Nangola	2006	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1tb d accouch	700 000	700 000		Achevé
2217 NDlondougou	2033	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	9 174 978	9 174 978		Achevé
2217 NDlondougou	2034	SOCIAL/SANTE : 4 lits+ 4 mat+ 1 tb d accouchement	700 000	700 000		Achevé
2218 NGaradougou	2030	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 salles	9 098 806	7 858 060	1 240 746	Achevé
2219 NGolobougou	2025	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	7 435 148	7 435 148		Achevé
2219 NGolobougou	2026	SOCIAL/SANTE : 4 lits+ 4 mat+1 table d acc+2 chaises	800 000	800 000		Achevé
2220 Niantjila	2027	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	8 534 647	8 534 647		Achevé
2220 Niantjila	2028	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 arm+2 tables	800 000	800 000		Achevé
2221 Tenendougou	2049	SOCIAL/SANTE : 3 salles+ terrasse	6 301 525	6 301 525		Achevé
2221 Tenendougou	2050	SOCIAL/SANTE : 4lits+ 4 mat+1 tab d acc	800 000	800 000		Achevé

2222 wacoro	2055	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse	6 652 603	6 652 603	Achevé
2222 wacoro	2056	SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 mat+1 arm+1 ch	799 000	799 000	Achevé
2223 Zan Coulibaly	2110	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 95 tbs bcs+1 bur	7 563 540	7 563 540	Achevé
2300 COLL. CERCLE DE KANGABA	2107	SOCIAL/SANTE : 1 batim :2chbr+1salon+1mag.+1toilet.+vera	10 318 175	10 318 175	Achevé
2301 Balan Bakama	2063	SOCIAL/SANTE : 4 salles + 1 bloc de latrines	8 773 773	8 773 773	T1 (<45%)
2302 Benkadi	2031	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Cloture Lng 60/50m+ 1 hang 8/4m	9 527 360	8 209 201	Achevé
2303 Kaniogo					Achevé
2304 Karan	2109	SOCIAL/EDUCATION : Clôture de 30/40m+bat 300x200+pp 90x200	9 573 942	9 573 942	Achevé
2305 Maramandougou	2054	SOCIAL/EDUCATION : 3 salles+1 bloc 2 latrines	8 463 540	8 463 540	T1 (<45%)
2307 Narena	2113	SOCIAL/EDUCATION : Achat 70 tbs bcs+3 bur+3 ch+3 arm	4 807 800	4 807 800	Achevé
2308 Nougua	2103	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Bâtiment administratif	10 712 271	9 244 099	Achevé
2309 Selefougo					Achevé
2402 Bancoumana	2130	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 148 tb bcs	8 480 400	8 480 400	Achevé
2403 Bossofala	2093	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3bur1/2 mintr+3fauteil mntre+8chs visite	1 550 000	1 317 500	Achevé
2403 Bossofala	2094	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 3 salles	8 204 420	7 085 635	Achevé
2405 Daban	2040	SOCIAL/EDUCATION : 125 tb bcs+3 arm+3 bur+3 chaises	7 934 775	7 934 775	Achevé
2406 Diago	2139	SOCIAL/EDUCATION : Bât de 2 salles+terrasse+1bloc 2 latrines	5 677 650	5 677 650	Achevé
2406 Diago	2140	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur + 4chaises+ 2 armoires	510 000	510 000	Achevé
2407 Dialakoroba	2105	SOCIAL/EDUCATION : Achat 115 tables bancs	8 623 034	8 623 034	Achevé
2408 Dialakorodji	2016	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 2 Blocs de 3 latrines	8 343 514	7 205 687	Achevé
2409 Diedougou	2092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Marché de détail 4 hangars	10 259 200	9 293 280	Achevé
2410 Dio Gare	2090	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1mur de cloture	8 743 993	7 545 578	Achevé
2411 Dogodouman	2095	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 5 hangars de 3/6m	7 056 035	6 386 432	Achevé
2413 Doubabougou	2032	SOCIAL/EDUCATION : 90 tb bcs+ 10 chaises	6 922 000	6 922 000	Achevé
2414 Faraba	2100	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 132 tb bcs+6 bur+6 ch+6 arm met	9 260 400	9 260 400	Achevé
2416 Kalifabougou	2106	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 97 tbs bcs+6 bur+6 ch+6	8 524 108	8 524 108	Achevé

2418 Kati	2141	arm met	SOCIAL/SANTE : Construction bât 3 salles+terrasse	7 461 315	7 461 315		Achevé
2418 Kati	2142		SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 matelas+1 table d'accouchement	797 828	797 828		Achevé
2419 Kourouba	2119		SOCIAL/SANTE : Maternité 4 salles+terrasse	7 599 148	7 599 148		Achevé
2419 Kourouba	2120		SOCIAL/SANTE : 3 lits+3 matelas+1 table d'accouchement	640 000	640 000		Achevé
2420 Mandé	2087		ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 04 Boutiques	7 142 523	6 493 203	649 320	Achevé
2421 Moribabougou	2083		ECONOMIE/EQUIPEMENT : 3 salles+terrasse	6 874 420	5 897 572	976 848	Achevé
2422 Mountougoula	2132		SOCIAL/SANTE : Maternité 3 salles+terrasse	6 160 080	6 160 080		Achevé
2422 Mountougoula	2133		SOCIAL/SANTE : 4lits+4mat+1tb acc+1bur+2ch	997 500	997 500		Attente livraison
2423 Ngabakoro Droit	2024		ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 salles + 1 bloc 2 latrines	7 696 479	6 646 959	1 049 520	Achevé
2424 Ngouraba	2080		SOCIAL/SANTE : 3 salles	8 025 516	8 025 516		Achevé
2424 Ngouraba	2081		SOCIAL/SANTE : 4lits+4matelas+1table d'accouchement	800 000	800 000		Achevé
2425 Niagadina	2118		ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction 04 hangars	9 387 211	8 533 738	853 473	T2 (<80%)
2426 Noumamakana	2108		SOCIAL/SANTE : 12 lits+12mat+3tb+16ch+5bcs+10sceau...	8 151 000	8 151 000		Achevé
2427 Ntjiba	2010		SOCIAL/EDUCATION : 6 salles+ terrasse	9 400 199	9 400 199		Achevé
2428 Ouelessebougou	2059		SOCIAL/EDUCATION : Construction Une classe	7 000 756	7 000 756		Achevé
2428 Ouelessebougou	2060		SOCIAL/EDUCATION : 25 tbscs+1 bur+1 arm+1 ch	1 405 000	1 405 000		Achevé
2429 Safo	2098		ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât 1 grde salle+ 1 bureau	8 775 106	7 568 340	1 206 766	Achevé
2429 Safo	2099		SOCIAL/EDUCATION : 5 tbs ordi+ 5 ch+ 1tb	1 000 000	1 000 000		Achevé
2430 Sanankoro Djitoum	2014		SOCIAL/EDUCATION : 110 tb bcs+4 arm+10 chaises	8 837 856	8 837 856		Achevé
2431 Sanankoroba	2007		ECONOMIE/EQUIPEMENT : lng 4/3.6m+trot 14/6m+mur+radier+remblai	8 631 234	7 447 434	1 183 800	Achevé
2433 Siby	2013		SOCIAL/EDUCATION : 2 salles+terrasse	5 491 517	5 491 517		Achevé
2434 Sobra	2017		SOCIAL/SANTE : Construction Maternité 3 salles+terrasse	8 398 244	8 398 244		Achevé
2434 Sobra	2018		SOCIAL/SANTE : 3 lits+4 tables+4 chaises+3balais+1banc	532 600	532 600		Achevé
2435 Tiakadougou Dial.	2123		SOCIAL/SANTE : Bât 3 salles+terrasse	8 039 503	8 039 503		Achevé
2436 Tiélé	2004		SOCIAL/EDUCATION : 125 Tables bancs	8 474 875	8 474 875		Achevé
2437 Yelékebougou	2002		SOCIAL/SANTE : 5 salles+terrasse	7 913 940	7 913 940		T2 (<80%)
2437 Yelékebougou	2003		SOCIAL/SANTE : 1 lit+1 mat+2 tab+1 bte pans	730 000	730 000		Attente livraison
2500 COLL. CERCLE DE KOLOKANI	2069		ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de (7) Boutiques	11 269 239	10 232 315	1 036 924	Achevé
2501 Didiéni	2057		ECONOMIE/EQUIPEMENT : L 14m/3.5+4 pieds+mur+dalle+enrochement	10 566 885	9 119 385	1 447 500	Achevé
2502 Guihoyo	2076		ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 salles+terrasse	9 771 883	8 883 530	888 353	Achevé

2503 Kolokani	2011	SOCIAL/SANTE : 4 salles+veranda	7 233 858	7 233 858	Achevé
2503 Kolokani	2012	SOCIAL/SANTE : 4 lits+4 mat+1 bur+1 tb+2 ch+1 arm	1 382 340	1 382 340	Achevé
2504 Massantola	2067	SOCIAL/SANTE : 1 HANGAR 9.6m/7.45m +1 MAGASIN	7 113 978	7 113 978	Achevé
2505 Nonkon	2035	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Long 8/3.6m+ radier 6/3m+tro+dalle+poutr	10 434 570	9 010 252	1 424 318
2507 Ouolodo	2001	SOCIAL/EDUCATION : 4 salles+terrasse	8 438 996	8 438 996	Achevé
2508 Sagabala	2053	SOCIAL/SANTE : 4 salles+terrasse+1 bloc 2 latrines	9 457 427	9 457 427	Achevé
2509 Sebekoro 1	2117	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Radier de 60 ml	11 155 926	9 628 236	1 527 690
2510 Tioribougou	2065	SOCIAL/SANTE : 4 salles+ terrasse	7 842 248	7 842 248	Achevé
2510 Tioribougou	2066	SOCIAL/SANTE : 12 ch+1arm+1ba+1ster+1pot+1fil+1tam	659 347	659 347	Achevé
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2101	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 20ch+ 5 faut+60 mat+10 lits	5 050 000	4 292 500	757 500
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2102	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat de 1 ordi+ 1 tele+2 bur	1 400 000	1 190 000	210 000
2600 COLL. CERCLE DE KOULIKORO	2147	ECONOMIE/EQUIPEMENT : remblais en laterit+radier en beton+rigo	3 994 083	3 394 971	599 112
2601 Dinandougou	2111	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bâtiment de 3 salles+ terrasse	6 877 514	5 892 667	984 847
2601 Dinandougou	2112	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Achat de 2 bur+12 faut+2 tb ordi	2 600 000	2 210 000	390 000
2602 Doumba	2009	SOCIAL/SANTE : 1 salle+1 bloc 2 latrines	5 302 724	5 302 724	Achevé
2603 Koula	2138	SOCIAL/EDUCATION : 112 tb bcs+4 bur+4 ch+4 arm met	8 170 620	8 170 620	Achevé
2604 Koulikoro	2086	ECONOMIE/EQUIPEMENT : une salle de 9.30/7m	8 314 880	7 192 370	1 122 510
2605 Meguetan	2008	SOCIAL/EDUCATION : 3 salles de classes	8 257 301	8 257 301	Achevé
2606 Nyamina	2019	SOCIAL/EDUCATION : Construction Clôture 330ml+Hauteur 1.60m	9 261 200	9 261 200	Achevé
2608 Tienfala	2022	SOCIAL/EDUCATION : 1 classe + 1 bloc 2 latrines	8 037 717	8 037 717	Achevé
2609 Tougouni	2020	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 salle 5.45/5.95m+ terrasse	4 287 216	3 702 690	584 526
2609 Tougouni	2021	SOCIAL/EDUCATION : 50 tb bcs+4 arm+ 4 bur+4 chaises	4 136 400	4 136 400	Achevé
2700 COLL. CERCLE DE NARA	2115	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4 Boutiques de 3.15/4m	10 583 656	9 622 290	961 366
2700 COLL. CERCLE DE NARA	2116	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 03 Magasins de 3.15/4m	8 847 389	7 623 194	1 224 195
2701 Allahina	2036	SOCIAL/EDUCATION : Construction (2) classes	7 917 074	7 917 074	Achevé
2701 Allahina	2037	SOCIAL/EDUCATION : 40 tables bancs	1 920 000	1 920 000	Achevé
2702 Dabo	2082	SOCIAL/EDUCATION : 2 bur+ magasin	9 976 143	9 976 143	T2 (<80%)
2703 Dilly	2124	SOCIAL/SANTE : Maternité 5 salles+terrasse	10 144 806	10 144 806	T1 (<45%)
2704 Dogofry	2125	SOCIAL/EDUCATION : Achat de 140 tb bcs+10 bur+10	11 404 587	11 404 587	Attente livraison

		ch+10 arm				
2705 Fallou	2038	SOCIAL/SANTE : 30 lts+40 mat+26ch+4arm+10 tm+12pb+20p	9 647 900	9 647 900		Achevé
2706 Gueneibé	2088	SOCIAL/EDUCATION : Construction 2 salles de classes	8 521 342	8 521 342		Achevé
2706 Gueneibé	2089	SOCIAL/EDUCATION : Achat 40 tables.bancs	1 920 000	1 920 000		Achevé
2707 Guiré	2091	SOCIAL/SANTE : Constr Clôt 240ml+haut2m+1batant3.5mx2m.	9 231 984	9 231 984		Achevé
2709 Nara	2148	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 4 Magasins	11 297 597	9 749 131	1 548 466	T1 (<45%)
2710 Niamana	2096	ECONOMIE/EQUIPEMENT ECONOMIE/EQUIPEMENT: Bât de 3 salles+ 1 terrasse	9 027 945	7 741 953	1 285 992	Achevé
2710 Niamana	2149	SOCIAL/EDUCATION : 1bureau +1fauteuil+1armoire mét.	400 000	400 000		Attente livraison
2710 Niamana	2097	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 15 matelas	1 054 800	949 320	105 480	Achevé
2711 Ouagadou	2131	SOCIAL/EDUCATION : Achat 163 tp bcs+ 10 tabl+6bur+30 ch	9 680 968	9 680 968		Achevé
3100 COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	3084	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction Bâtiment administratif	15 921 502	13 739 367	2 182 135	Achevé
3101 Bladié-Tiemala	3101	SOCIAL/EDUCATION : Constr du mur de clôture 73/58 m	9 720 393	9 720 393		Achevé
3102 Bougouni	3083	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1bloc 2bureaux +1sal réun+1toilet+1veran	10 115 626	8 729 221	1 386 405	Achevé
3103 Cyen Toula	3085	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2chbr3.20/3.80+1chbr3.20/3.80+1salon	10 783 734	9 803 394	980 340	Achevé
3104 Danou	3086	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1salle de classe+1 veranda	7 998 900	7 998 900		Achevé
3104 Danou	3087	SOCIAL/EDUCATION : 25 tbl-bnc+1bur.mtr+1chs.mtr+1armir	1 385 000	1 385 000		Achevé
3105 Debelin	3001	SOCIAL/EDUCATION : bloc 2ch 3.5/3.5m+mag 2.5/2.5m+terrasse	9 193 864	9 193 864		Achevé
3106 Defina	3088	SOCIAL/EDUCATION : Constr 3chbr+1salon+1terrasse couverte	9 592 558	9 592 558		Achevé
3107 Dogo	3207	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1mag.+1bloc de 2.85m/7.00m+1bur.+1toilet	11 790 028	10 718 207	1 071 821	Achevé
3108 Domba	3002	SOCIAL/SANTE : sall accouch+sall accouchées+sall soin+s	8 742 541	8 742 541		Achevé
3108 Domba	3003	SOCIAL/SANTE : 3lits metal.+3mateia1bte d'accouch+1tens	942 055	942 055		Achevé
3109 Faradieie	3189	SOCIAL/EDUCATION : Une classe 9/7m+veranda	7 539 944	7 539 944		Achevé
3109 Faradieie	3190	SOCIAL/EDUCATION : 40 table bancs+1bur mait+1ch+1arm	2 420 000	2 420 000		Achevé

3110 Faraguouaran	3004	SOCIAL/EDUCATION : Constr classe 9/10.00m+terrass 9/1.80	8 455 718	8 455 718		Achevé
3110 Faraguouaran	3005	SOCIAL/EDUCATION : 25tabl-banc+1bur.+1chaise +1armr met	1 188 000	1 188 000		Achevé
3111 Garalo	3208	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2bur.3.15/4m+1bur.6.30/4m+1toilt+1bur.	11 811 898	10 207 387	1 604 511	T2 (<80%)
3112 Keleya	3089	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4chbr++1salon+1couloir+1terrasse	11 068 412	10 062 193	1 006 219	Achevé
3113 Kokelen	3090	SOCIAL/EDUCATION : 1salle de classe +1veranda+	7 501 410	7 501 410		Achevé
3113 Kokelen	3091	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+1armr+1bur.mtr+1chs mtr	1 265 000	1 265 000		Achevé
3114 Kola	3092	ECONOMIE/EQUIPEMENT : clôture de 250 mlinéaires75.00m/50.00m	9 469 390	8 172 282	1 297 108	Achevé
3115 Koumantou	3209	SOCIAL/EDUCATION : 160tibles-bncs+3bur.mtre+3chs.mtr+2armr	9 782 525	9 782 525		Achevé
3116 Kouroulamini	3093	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1salle de classe +veranda	7 401 080	7 401 080		Achevé
3116 Kouroulamini	3094	SOCIAL/EDUCATION : 38tbl-bnc+2bur.mtr+2chs+2armr	2 684 990	2 684 990		Achevé
3117 Meridiela	3006	SOCIAL/EDUCATION : 1bloc d'une salle de clas+une veranda	7 568 000	7 568 000		Achevé
3117 Meridiela	3007	SOCIAL/EDUCATION : 43tabl-banc+1bur.maître+2chs+1armre met.	2 662 000	2 662 000		Achevé
3118 Ouroun	3095	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Constr2chbr3.20/3.20+1chbr3.20/3.20+	10 126 031	9 205 483	920 548	Achevé
3119 Sanso	3227	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const.2hangars 61.66m²	9 921 309	9 021 065	900 244	Achevé
3120 Sibirila	3008	ECONOMIE/EQUIPEMENT : constr.03 hangars de 10.00m/6 10 pls	11 440 170	10 400 157	1 040 013	Achevé
3121 sido	3096	SOCIAL/SANTE : 1salle d'acouch+1sal accouchés+1sal soin	8 742 137	8 742 137		Achevé
3121 sido	3097	SOCIAL/SANTE : 4lit metal.+4matéla+2lampes solaire+1pès	1 105 000	1 105 000		Achevé
3123 Wola	3009	SOCIAL/EDUCATION : 1bureau+1magasin+terrasse	4 075 320	4 075 320		Achevé
3123 Wola	3010	SOCIAL/EDUCATION : 1bur.+1magasin+1terrasse	4 075 319	4 075 319		Achevé
3123 Wola	3011	SOCIAL/EDUCATION : 05 armoires meta.+3bur.maître+2chaises	1 085 736	1 085 736		Achevé
3124 Yirindougou	3098	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ord.bur.+1photocop.+1imprimante	2 450 000	2 082 500	367 500	Achevé
3124 Yirindougou	3099	SOCIAL/SANTE : 1pèse pers.+1pèse bébé+...55chaises	7 732 388	7 732 388		Achevé
3125 Yirindougou	3211	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const1salle de	11 276 545	9 731 013	1 545 532	T2 (<80%)

			reun.+1bur.+1mag.+1terras				
3126 Zantiebougon	3100	SOCIAL/EDUCATION : 160 tables bancs	9 239 200	9 239 200			Achevé
3300 COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA	3110	SOCIAL/EDUCATION : 207tbl-bnecs+6bur.mtr+5chs-mtr+5armr	13 398 400	13 398 400			Achevé
3301 Bougoula	3111	SOCIAL/SANTE : 1lits métal.+1matéla+1pès-bébé+1potenc..	7 511 600	7 511 600			Achevé
3302 Fakola	3191	SOCIAL/SANTE : Logt pers santé:2chbres+1salon+terr couv	8 344 637	8 344 637			Achevé
3303 Farako	3212	SOCIAL/EDUCATION : Const 1bur+1mag.+1bloc de 2 latrines	6 834 102	6 834 102			Achevé
3303 Farako	3213	SOCIAL/EDUCATION : 2bureau+2chaises+2armoires métalliques	600 000	600 000			Achevé
3305 Kebila	3215	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 8 hangars	7 844 816	7 132 310	712 506		Achevé
3306 Kolondieba	3260	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 4plaq sol+2reg+1conv+6batt+4supp pq	4 875 000	4 143 750	731 250		Achevé
3306 Kolondieba	3261	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 1 bur M+3 bur trav+1ft M+ 4ft DM+1 sal+90ch	4 086 000	3 473 100	612 900		Achevé
3307 Kolosso	3112	SOCIAL/SANTE : 01lit met.+1matéla+1pèse bébé+1potenc	7 645 604	7 645 604			Achevé
3308 Mena	3113	SOCIAL/SANTE : Constr 1batim de .2chbr3.5/3.5+1chbr3/2+	7 084 484	7 084 484			Achevé
3309 Nangalasso	3216	SOCIAL/EDUCATION : Constr.batim.;3chambres+1salon+1terrasse	7 421 454	7 421 454			Achevé
3310 Ngolodiana	3114	SOCIAL/SANTE : 01lit mét+1matéla+1pèse bébé+1potenc	7 407 698	7 407 698			Achevé
3311 Tiongui	3115	SOCIAL/EDUCATION : Constr 3chbr3.5/3.5+1salon+1débaras1.5/	7 543 020	7 543 020			Achevé
3312 Tousseguela	3186	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Const 2 Boutiques (51.75/5.15m)+terr cou	7 348 748	6 680 673	668 075		Achevé
3600 COLL. CERCLE DE YANFOLILA	3174	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 5 Boutiques L=20.9,l=5.3+2blc 2 bout	17 375 231	15 795 665	1 579 566		Achevé
3601 Baya	3173	SOCIAL/SANTE : Clôture 304 ml	10 432 750	10 432 750			Achevé
3602 Bolofouta	3160	SOCIAL/EDUCATION : Une classe + 1veranda+1bloc de 2latrines	8 681 100	8 681 100			Achevé
3602 Bolofouta	3161	SOCIAL/EDUCATION : 25tables bancs+1bur mait+1ch mait+1arm m	1 570 000	1 570 000			Achevé
3603 Diallonfoula	3221	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Construction forage équipé 80 mètres	7 928 456	7 928 456			T2 (<80%)
3603 Diallonfoula	3222	SOCIAL/HYDRAULIQUE : Const Puits grd diam 10m	2 456 274	2 456 274			T2 (<80%)

		prof+1,60m int				
3604 Diguiva de Koloni	3194	SOCIAL/EDUCATION : Une classe + terr couv	7 627 200	7 627 200		Achevé
3604 Diguiva de Koloni	3195	SOCIAL/EDUCATION : 38 table bancs+1bur maitr+1ch+arm	2 236 000	2 236 000		Achevé
3605 Guanan	3081	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m +veranda+1bl de 2latr	9 270 570	9 270 570		Achevé
3605 Guanan	3082	SOCIAL/EDUCATION : 30tbl bcs+1bur maitr+1ch maitr+1arm méta	1 794 919	1 794 919		Achevé
3606 Guandiaka	3205	SOCIAL/EDUCATION : une garderie+1magasin+1terrasse+1latrine	7 541 800	7 541 800		Achevé
3606 Guandiaka	3206	SOCIAL/EDUCATION : 3tobogan+4manèges+3bascules+100pites c	3 294 365	3 294 365		Achevé
3607 Koussan	3175	SOCIAL/EDUCATION : Une classe +veranda+1bloc de 3latrines	8 896 079	8 896 079		Achevé
3607 Koussan	3176	SOCIAL/EDUCATION : 25talbes bancs+1bur maitr+1ch maitr+1arm m	1 590 000	1 590 000		Achevé
3608 Sankarani	3162	SOCIAL/EDUCATION : 3chbres+1salon+une terra couverte en tôle	9 036 434	9 036 434		Achevé
3609 Seremoussa ani Samou	3163	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m + 1veranda 9/1,80m	7 440 330	7 440 330		Achevé
3609 Seremoussa ani Samou	3164	SOCIAL/EDUCATION : 50tables bancs+1bur maitr+1ch maitr+1arm m	3 050 000	3 050 000		Achevé
3610 Tagandougou	3177	SOCIAL/SANTE : 1sal de consult+1sal de soin+1sal d'obs	9 495 564	9 495 564		T2 (<80%)
3610 Tagandougou	3178	SOCIAL/SANTE : 2lits d'hospital+2matelas 1place+2escabe	500 000	500 000		En attente livraison
3611 Wassoulou Ballé	3196	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Bât adm:sal delib (5x4m)+1bur(3.5x3.5m)	5 266 150	4 548 778	717 372	Achevé
3611 Wassoulou Ballé	3197	SOCIAL/EDUCATION : Bât adm scol:1bur3x3m+1mag3x2.5m	4 198 213	4 198 213		Achevé
3611 Wassoulou Ballé	3198	SOCIAL/EDUCATION : 6 table bancs+2bur maitr+4ch+1arm	611 000	611 000		Achevé
3612 Yalankoro Soloba	3179	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de 9/7m+veranda	7 588 951	7 588 951		Achevé
3612 Yalankoro Soloba	3180	SOCIAL/EDUCATION : 35tables+1bur maitr+1ch maitr+1arm métal	2 145 000	2 145 000		Achevé
5400 COLL. CERCLE DE DOUENTZA	5066	SOCIAL/HYDRAULIQUE : forage +pompe electr+1reservoir+1canalis	19 488 474	19 488 474		Achevé
						Achevé
5401 Dallah	5067	SOCIAL/EDUCATION : 1salon+1chambre+1terrasse+2latrines	11 512 386	11 512 386		T2 (<80%)

5402 Dangol Boré	5068	SOCIAL/EDUCATION : Achat mobilier scolaire élèves	8 882 400	8 882 400		Achévé
5402 Dangol Boré	5069	SOCIAL/EDUCATION : 16tables bureaux+16 armoires+16 chaises	2 992 216	2 992 216		Achévé
5403 Deberé	5150	SOCIAL/EDUCATION : Constr.1batiment8.55/7.85m+2latrines	10 546 881	10 546 881		Achévé
5404 Dianwéli	5151	SOCIAL/EDUCATION : Construction une salle classe type FAEF	8 849 360	8 849 360		Achévé
5404 Dianwéli	5152	SOCIAL/EDUCATION : 35 tbl bncs+2bur.+2armr+3chaises	2 682 537	2 682 537		Achévé
5405 Djaptodji	5177	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Fourrière:côture de 50/50m	14 920 799	12 839 348	2 081 451	Achévé
5406 Douentza	5070	SOCIAL/EDUCATION : constr.1bur.magasin+2table-bur+3chs+1arm	5 746 697	5 746 697		Achévé
5406 Douentza	5071	SOCIAL/EDUCATION : constr.1bur-magasin+2table+3chaise1armr	5 746 697	5 746 697		Achévé
5407 Gandamia	5153	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Constr.1 batim.16.75/6.95 m	12 598 496	11 209 832	1 179 920	Achévé
5408 Hairé	5170	SOCIAL/EDUCATION : Une classe+Direction type FAEF	12 523 659	12 523 659		Achévé
5410 Kerena	5155	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classe type FAEF	8 151 626	8 151 626		Achévé
5410 Kerena	5156	SOCIAL/EDUCATION : 35 tbl-bnc+2bur.+2armoires+3chaises	2 638 099	2 638 099		Achévé
5411 Korarou	5157	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1salle de classtype FAEF	8 716 418	8 716 418		Achévé
5411 Korarou	5158	SOCIAL/EDUCATION : 35tbl-bnc+1bur.+1armr.+2chaises	2 441 744	2 441 744		Achévé
5412 Koubewel Koundia	5159	SOCIAL/EDUCATION : Constr 1batim 12.60/6.45	11 965 483	11 965 483		Achévé
5413 Mondoro	5072	SOCIAL/EDUCATION : Une classe type FAEF	9 243 023	9 243 023		Achévé
5413 Mondoro	5073	SOCIAL/EDUCATION : 40tables bancs+1bur mait+1chaise+1armoir	3 300 000	3 300 000		Achévé
5415 Tedié	5171	SOCIAL/EDUCATION : Logt scol: bât 8.55/7.4m+1cuisine 3.3m	11 353 761	11 353 761		Achévé
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5112	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1salle de classe type FAEF	9 424 129	9 424 129		Achévé
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5113	SOCIAL/SANTE : 1batim.de 8.45x4.30 :salle atente+guiche	6 891 970	6 891 970		Achévé
5500 COLL. CERCLE DE KORO	5160	SOCIAL/EDUCATION : 30 tbl-bnc+1bur.+1chs+1armr.	2 000 000	2 000 000		Achévé
5501 Bamba	5080	SOCIAL/SANTE : 3chbres de 4x4m+véranda de 4x2m chacune	10 505 810	10 505 810		Achévé
5502 Bara Pireli	5161	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 plques solaire+8bat.+1convert.+10ampl	6 323 090	5 374 626	948 464	Achévé
5502 Bara Pireli	5162	ECONOMIE/EQUIPEMENT :	2 176 801	1 850 281	326 520	Achévé

			02ordi.+2imprimantes+1photocopieuse					
5503 Bondo	5136	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 8plaques solaires+6bat.+1convert.+1reg.+	6 814 890	5 792 656	1 022 234	Achevé		
5503 Bondo	5137	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2ordi.+2imprim.+1ordi.potbl.+1photocopie	2 725 429	2 316 615	408 814	Achevé		
5503 Bondo	5138	SOCIAL/EDUCATION : 60 tables bancs	3 558 528	3 558 528		Achevé		
5504 Diankabou	5081	SOCIAL/SANTE : 2salles de 5x5m avec terra couv 10,45/1,	11 029 253	9 884 391		Achevé		
5505 Dinangourou	5114	SOCIAL/EDUCATION : Constr batim.16.75mx6.95m:2cbr+1ant.chbr	13 042 327	13 042 327		Achevé		
5506 Dioungani	5082	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de type FAEF	9 728 363	9 728 363		Achevé		
5506 Dioungani	5083	SOCIAL/EDUCATION : 6tbles ronde en bois+5tb rect+30ch+1ch r	1 600 000	1 384 626	215 374	Achevé		
5507 Dougou Tene 1	5084	SOCIAL/EDUCATION : Une classe de type FAEF	9 010 838	9 010 838		Achevé		
5507 Dougou Tene 1	5085	SOCIAL/EDUCATION : 25tbles bancs+1tbl mait+1ch mai+1arm mét	1 600 000	1 600 000		Achevé		
5508 Dougou Tene 2	5115	SOCIAL/SANTE : Constr 1batim.:bloc2cbr+1antichbr+magas	12 035 992	10 984 007		Achevé		
5510 Koporo Pen	5139	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classe FAEF	9 459 000	9 459 000		Achevé		
5510 Koporo Pen	5140	SOCIAL/EDUCATION : 25 tbl-bnc+1tbl mtr+1chs mtr+1armr mét.	1 600 000	1 600 000		Achevé		
5511 Koporokendie Na	5163	SOCIAL/EDUCATION : Const Bâtim type FAEF	5 385 053	5 385 053		T2 (<80%)		
5511 Koporokendie Na	5164	SOCIAL/EDUCATION : Const 1 direction type FAEF	5 109 795	5 109 795		Achevé		
5512 Koro	5165	ECONOMIE/EQUIPEMENT : Construction de 24 hangars de 3/4m	19 279 941	3 186 990	1 840 798	Achevé		
5513 Madougou	5086	SOCIAL/EDUCATION : 2bloc de 1chbr+01anichbr+1mag+1terr couv	12 348 200	12 348 200		Achevé		
5514 Pel Maoudé	5117	SOCIAL/EDUCATION : Construction 1 salle de classtype FAEF	8 437 343	8 437 343		Achevé		
5514 Pel Maoudé	5118	SOCIAL/EDUCATION : 25tbl-bnc+1tbl.mtr+1chs.mtr+1armr met.	1 600 000	1 600 000		Achevé		
5515 Yoro	5119	SOCIAL/SANTE : Constr 2blocs d'1 chbr+1antichbr+magasin	13 664 084	13 664 084		Achevé		
5516 Youdiou	5116	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 2 ordi.+2 imprim+2ordi.potbl+1photocop	3 400 000	1 143 243	510 000	Achevé		
5516 Youdiou	5120	ECONOMIE/EQUIPEMENT : 10 panneaux solaires+8bat.+1conver+1reg.	9 543 328	8 111 829	1 431 499	Achevé		